



*Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire
Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie*

2016/0375(COD)

18.5.2017

*****I**

PROJET DE RAPPORT

sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur la gouvernance de l'union de l'énergie, modifiant la directive 94/22/CE, la directive 98/70/CE, la directive 2009/31/CE, le règlement (CE) n° 663/2009, le règlement (CE) n° 715/2009, la directive 2009/73/CE, la directive 2009/119/CE du Conseil, la directive 2010/31/UE, la directive 2012/27/UE, la directive 2013/30/UE et la directive (UE) 2015/652 du Conseil, et abrogeant le règlement (UE) n° 525/2013
(COM(2016)0759 – C8-0497/2016 – 2016/0375(COD))

Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité
alimentaire
Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie

Corapporteurs: Michèle Rivasi, Claude Turmes

Légende des signes utilisés

- * Procédure de consultation
- *** Procédure d'approbation
- ***I Procédure législative ordinaire (première lecture)
- ***II Procédure législative ordinaire (deuxième lecture)
- ***III Procédure législative ordinaire (troisième lecture)

(La procédure indiquée est fondée sur la base juridique proposée par le projet d'acte.)

Amendements à un projet d'acte**Amendements du Parlement présentés en deux colonnes**

Les suppressions sont signalées par des *italiques gras* dans la colonne de gauche. Les remplacements sont signalés par des *italiques gras* dans les deux colonnes. Le texte nouveau est signalé par des *italiques gras* dans la colonne de droite.

Les première et deuxième lignes de l'en-tête de chaque amendement identifient le passage concerné dans le projet d'acte à l'examen. Si un amendement porte sur un acte existant, que le projet d'acte entend modifier, l'en-tête comporte en outre une troisième et une quatrième lignes qui identifient respectivement l'acte existant et la disposition de celui-ci qui est concernée.

Amendements du Parlement prenant la forme d'un texte consolidé

Les parties de textes nouvelles sont indiquées en *italiques gras*. Les parties de texte supprimées sont indiquées par le symbole **■** ou barrées. Les remplacements sont signalés en indiquant en *italiques gras* le texte nouveau et en effaçant ou en barrant le texte remplacé.

Par exception, les modifications de nature strictement technique apportées par les services en vue de l'élaboration du texte final ne sont pas marquées.

SOMMAIRE

	Page
PROJET DE RÉOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN.....	5
EXPOSÉ DES MOTIFS.....	111
ANNEXE: LISTE DES ENTITÉS OU PERSONNES AYANT APPORTÉ LEUR CONTRIBUTION AUX CORAPPORTEURS	112

PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur la gouvernance de l'union de l'énergie, modifiant la directive 94/22/CE, la directive 98/70/CE, la directive 2009/31/CE, le règlement (CE) n° 663/2009, le règlement (CE) n° 715/2009, la directive 2009/73/CE, la directive 2009/119/CE du Conseil, la directive 2010/31/UE, la directive 2012/27/UE, la directive 2013/30/UE et la directive (UE) 2015/652 du Conseil, et abrogeant le règlement (UE) n° 525/2013
(COM(2016)0759 – C8-0497/2016 – 2016/0375(COD))

(Procédure législative ordinaire: première lecture)

Le Parlement européen,

- vu la proposition de la Commission au Parlement européen et au Conseil (COM(2016)0759),
 - vu l'article 294, paragraphe 2, et les articles 192, paragraphe 1, et 194, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, conformément auxquels la proposition lui a été présentée par la Commission (C8-0497/2016),
 - vu l'article 294, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,
 - vu l'avis du Comité des régions du ...¹,
 - vu l'avis du Comité économique et social européen du 26 avril 2017²,
 - vu l'article 59 de son règlement,
 - vu le rapport de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire et de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie et l'avis de la commission de l'agriculture et du développement rural (A8-0000/2017),
1. arrête la position en première lecture figurant ci-après;
 2. demande à la Commission de le saisir à nouveau si elle remplace, modifie de manière substantielle ou entend modifier de manière substantielle sa proposition;
 3. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux parlements nationaux.

¹ JO C ... / Non encore paru au Journal officiel.

² Non encore paru au Journal officiel.

Amendement 1

Proposition de règlement Considérant 1

Texte proposé par la Commission

(1) Le présent règlement définit la base juridique nécessaire à une gouvernance fiable *et* transparente qui garantisse la réalisation des objectifs *de l'union de l'énergie en assurant la complémentarité, la cohérence et l'ambition des efforts déployés par l'Union et ses États membres, tout en promouvant les principes de l'Union pour une meilleure réglementation.*

Amendement

(1) Le présent règlement définit la base juridique nécessaire à une gouvernance fiable, *participative*, transparente *et prévisible* qui garantisse la réalisation des objectifs *généraux et des objectifs spécifiques d'une union de l'énergie résiliente et de l'accord de Paris à l'horizon 2030 et sur le long terme.*

Or. en

Amendement 2

Proposition de règlement Considérant 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(1 bis) Le présent règlement vise à mettre en place les partenariats nécessaires entre l'Union, les États membres, individuellement et groupés au sein de partenariats macrorégionaux, et les acteurs locaux afin de réaliser des progrès communs dans le cadre de la transition énergétique. Ces différents niveaux devraient travailler ensemble dans un esprit de solidarité et de confiance dans leur intérêt mutuel.

Or. en

Amendement 3

Proposition de règlement Considérant 2

Texte proposé par la Commission

(2) L'union de l'énergie devrait couvrir cinq grandes dimensions: la sécurité énergétique; le marché intérieur de l'énergie; l'efficacité énergétique; la décarbonisation; la recherche, l'innovation et la compétitivité.

Amendement

(2) L'union de l'énergie devrait ***préparer le passage à un système énergétique à haute efficacité énergétique et entièrement fondé sur les énergies renouvelables d'ici 2050 au plus tard*** et couvrir cinq grandes dimensions: la sécurité énergétique; le marché intérieur de l'énergie; l'efficacité énergétique; la décarbonisation; la recherche, l'innovation et la compétitivité.

Or. en

Amendement 4

**Proposition de règlement
Considérant 3**

Texte proposé par la Commission

(3) La finalité d'une union de l'énergie résiliente articulée autour d'une politique climatique ambitieuse est de fournir aux consommateurs de l'Union, qu'il s'agisse des ménages ou des entreprises, une énergie sûre, durable, concurrentielle et abordable, ce qui nécessite une transformation fondamentale du système énergétique de l'Europe. Cet objectif ne peut être atteint que par une combinaison de mesures législatives et non législatives coordonnées au niveau de l'Union ***et des États membres.***

Amendement

(3) La finalité d'une union de l'énergie résiliente articulée autour d'une politique climatique ambitieuse est de fournir aux consommateurs de l'Union, qu'il s'agisse des ménages ou des entreprises, une énergie sûre, durable, concurrentielle et abordable, ce qui nécessite une transformation fondamentale du système énergétique de l'Europe. Cet objectif ne peut être atteint que par une combinaison de mesures législatives et non législatives coordonnées au niveau ***local, national et*** de l'Union ***ainsi que dans le cadre de partenariats macrorégionaux.***

Or. en

Amendement 5

**Proposition de règlement
Considérant 4**

Texte proposé par la Commission

(4) La proposition de la Commission a été élaborée parallèlement à une série d'initiatives inscrites dans la politique sectorielle de l'énergie, concernant notamment les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'organisation du marché, et toutes seront adoptées ensemble. Ces initiatives constituent un paquet axé sur la primauté de l'efficacité énergétique, sur la prééminence de l'Union au niveau mondial dans les énergies renouvelables, et sur un traitement équitable des consommateurs d'énergie.

Amendement

(4) La proposition de la Commission a été élaborée parallèlement à une série d'initiatives inscrites dans la politique sectorielle de l'énergie, concernant notamment les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'organisation du marché, et toutes seront adoptées ensemble. Ces initiatives constituent un paquet axé sur la primauté de l'efficacité énergétique, sur la prééminence de l'Union au niveau mondial dans les énergies renouvelables, et sur un traitement équitable des consommateurs d'énergie, ***puisque'elles permettront notamment aux populations vulnérables de sortir de la précarité énergétique.***

Or. en

Amendement 6

**Proposition de règlement
Considérant 5**

Texte proposé par la Commission

(5) Dans ses conclusions du 24 octobre 2014, le Conseil européen a approuvé le cadre d'action 2030 de l'Union en matière de climat et d'énergie, qui est fondé sur quatre objectifs clés: réduction d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre de tous les secteurs de l'économie, amélioration d'au moins 27 % de l'efficacité énergétique dans la perspective d'un objectif de 30 %, relèvement à au moins 27 % de la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie de l'Union, et au moins 15 % d'interconnexion électrique. Il a précisé que l'objectif en matière d'énergies renouvelables serait contraignant au niveau de l'UE et qu'il serait réalisé grâce

Amendement

supprimé

*à des contributions des États membres,
guidés par la nécessité d'atteindre
collectivement l'objectif de l'UE.*

Or. en

Amendement 7

Proposition de règlement Considérant 6 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(6 bis) L'accord de Paris accroît sensiblement le niveau d'ambition global en matière d'atténuation du changement climatique, ses signataires s'étant engagés à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. L'Union doit se préparer à des réductions bien plus drastiques et rapides des émissions que ce qui était prévu auparavant. Parallèlement, le coût de ces réductions sera moins élevé que prévu compte tenu du développement et du déploiement rapides des technologies liées aux énergies renouvelables telles que l'éolien et le solaire.

Or. en

Amendement 8

Proposition de règlement Considérant 6 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(6 ter) L'Union et les États membres devraient examiner régulièrement les

objectifs spécifiques en matière de climat et d'énergie et les revoir à la hausse si nécessaire afin de tenir compte des examens successifs effectués dans le cadre du processus CCNUCC et des données scientifiques les plus récentes sur l'accélération du changement climatique et ses conséquences.

Or. en

Amendement 9

Proposition de règlement

Considérant 6 quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(6 quater) Conformément à l'objectif de l'accord de Paris de parvenir à un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions par les puits des gaz à effet de serre au cours de la deuxième moitié du siècle, l'Union devrait chercher à parvenir à la neutralité carbone au niveau communautaire d'ici à 2050 au plus tard, avant d'entrer dans une période d'émissions négatives.

Or. en

Amendement 10

Proposition de règlement

Considérant 6 quinquies (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(6 quinquies) Pour le système climatique, ce sont les émissions anthropiques totales cumulées dans le temps qui sont pertinentes pour déterminer la concentration totale de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Afin de respecter les engagements de l'accord de Paris, il y a

lieu d'analyser le budget carbone global nécessaire pour poursuivre les efforts visant à limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et de déterminer la juste part de l'Union au budget carbone global restant.

Or. en

Amendement 11

Proposition de règlement Considérant 7

Texte proposé par la Commission

(7) *Le Conseil européen est convenu, le 24 octobre 2014¹⁴, qu'un système de gouvernance fiable et transparent, sans charges administratives superflues, serait mis au point pour contribuer à ce que l'UE atteigne les objectifs de sa politique énergétique; ce système de gouvernance offrira la souplesse nécessaire aux États membres et respectera pleinement la liberté de ces derniers de déterminer leur propre bouquet énergétique. Il a souligné que ce système de gouvernance s'appuierait sur les principaux éléments existants, tels que les programmes nationaux pour le climat et les plans nationaux pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, et que les volets relatifs à la planification et à l'établissement de rapports, actuellement distincts, seraient rationalisés et regroupés; qu'il renforcerait le rôle et les droits des consommateurs ainsi que la transparence et la prévisibilité pour les investisseurs, notamment au moyen d'un suivi systématique d'indicateurs clés permettant de mettre en place un système énergétique abordable, fiable, compétitif, sûr et durable; et qu'il faciliterait la coordination des politiques énergétiques nationales et favoriserait la coopération régionale entre*

Amendement

(7) *Un système de gouvernance fiable, participatif, transparent et prévisible devrait être mis au point pour contribuer à ce que l'UE atteigne les objectifs de sa politique énergétique; ce système de gouvernance offrira la souplesse nécessaire aux États membres et s'appuiera sur les principaux éléments existants, tels que les programmes nationaux pour le climat et les plans nationaux pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, et les volets relatifs à la planification et à l'établissement de rapports, actuellement distincts, seront rationalisés et regroupés; La gouvernance devrait renforcer le rôle et les droits des consommateurs ainsi que la transparence et la prévisibilité pour les investisseurs, notamment au moyen d'un suivi systématique d'indicateurs clés permettant de mettre en place un système énergétique abordable, fiable, compétitif, sûr et durable, et faciliter la coordination des politiques énergétiques nationales et favoriser les partenariats macrorégionaux entre États membres.*

États membres.

¹⁴ Conclusions du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014 (EUCO 169/14).
Communication de la Commission:

¹⁴ Conclusions du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014 (EUCO 169/14).
Communication de la Commission:

Or. en

Amendement 12

Proposition de règlement Considérant 8

Texte proposé par la Commission

(8) Dans sa stratégie pour une union de l'énergie du 25 février 2015, la Commission souligne la nécessité de disposer d'un processus de gouvernance intégré, pour garantir que les actions liées à l'énergie menées aux échelons européen, **régional**, national et local contribuent toutes aux objectifs de l'union de l'énergie, étendant ainsi la portée de la gouvernance, au-delà du cadre à l'horizon 2030 pour le climat et l'énergie, aux cinq grandes dimensions de l'union de l'énergie.

Amendement

(8) Dans sa stratégie pour une union de l'énergie du 25 février 2015, la Commission souligne la nécessité de disposer d'un processus de gouvernance intégré, pour garantir que les actions liées à l'énergie menées aux échelons européen, **macrorégional**, national et local contribuent toutes aux objectifs de l'union de l'énergie, étendant ainsi la portée de la gouvernance, au-delà du cadre à l'horizon 2030 pour le climat et l'énergie, aux cinq grandes dimensions de l'union de l'énergie.

Or. en

Amendement 13

Proposition de règlement Considérant 10

Texte proposé par la Commission

(10) Les conclusions du conseil «Énergie» du 26 novembre 2015¹⁶ ont souligné que la construction efficiente et effective de l'union de l'énergie et la réalisation de ses objectifs reposent sur l'outil fondamental que constitue son

Amendement

(10) Les conclusions du conseil «Énergie» du 26 novembre 2015¹⁶ ont souligné que la construction efficiente et effective de l'union de l'énergie et la réalisation de ses objectifs reposent sur l'outil fondamental que constitue son

système de gouvernance; que le système de gouvernance inclura la planification stratégique et la présentation de rapports sur la mise en œuvre des politiques en matière de climat et d'énergie et stimulera activement la coordination entre les acteurs chargés de ces politiques au niveau de l'UE, au niveau régional et au niveau national; que le système de gouvernance devra permettre d'atteindre les objectifs approuvés pour 2030 en matière d'énergie et de climat; et qu'il inclura le suivi des progrès accomplis collectivement par l'UE vers la réalisation de ses objectifs généraux transversaux concernant les cinq dimensions de l'union de l'énergie.

¹⁶ Conclusions du Conseil du 26 novembre 2015 (14632/15).

système de gouvernance; que le système de gouvernance inclura la planification stratégique et la présentation de rapports sur la mise en œuvre des politiques en matière de climat et d'énergie et stimulera activement la coordination entre les acteurs chargés de ces politiques au niveau de l'UE, au niveau régional et au niveau national; que le système de gouvernance devra permettre d'atteindre les objectifs approuvés pour 2030 en matière d'énergie et de climat; et qu'il inclura le suivi des progrès accomplis collectivement par l'UE ***et les différents États membres*** vers la réalisation de ses objectifs généraux ***et des objectifs spécifiques*** transversaux concernant les cinq dimensions de l'union de l'énergie.

¹⁶ Conclusions du Conseil du 26 novembre 2015 (14632/15).

Or. en

Amendement 14

Proposition de règlement Considérant 12

Texte proposé par la Commission

(12) Dès lors, la gouvernance de l'union de l'énergie devrait avoir pour objectif principal de permettre la réalisation de ses objectifs généraux et, notamment, des objectifs du cadre d'action 2030 en matière de climat et d'énergie. Le présent règlement est donc lié à la législation sectorielle mettant en œuvre les objectifs pour 2030 en matière de climat et d'énergie. ***Les États membres ont certes besoin d'une certaine souplesse pour choisir les mesures correspondant le mieux à leur bouquet énergétique et à leurs préférences nationales, mais il convient que cette souplesse soit***

Amendement

(12) Dès lors, la gouvernance de l'union de l'énergie devrait avoir pour objectif principal de permettre la réalisation de ses objectifs généraux et, notamment, des objectifs du cadre d'action 2030 en matière de climat et d'énergie. Le présent règlement est donc lié à la législation sectorielle mettant en œuvre les objectifs pour 2030 en matière de climat et d'énergie, ***ainsi qu'une*** plus grande intégration du marché, ***de manière à garantir des conditions de concurrence équitables entre les différentes technologies et les différents secteurs.***

compatible avec une plus grande
intégration du marché, *une concurrence*
accrue, la réalisation des objectifs en
matière de climat et d'énergie et la
transition progressive vers une économie
sobre en carbone.

Or. en

Amendement 15

Proposition de règlement Considérant 13

Texte proposé par la Commission

(13) La transition vers une économie *sobre en carbone nécessite* des changements dans la manière d'investir, *ainsi que* des incitations dans tous les domaines d'action. Parvenir à réduire les émissions de gaz à effet de serre implique de stimuler l'efficacité et l'innovation dans l'économie européenne avec, notamment, à la clé une meilleure qualité de l'air.

Amendement

(13) La transition vers une économie *à haute efficacité énergétique et entièrement fondée sur les énergies renouvelables nécessitera* des changements dans la manière d'investir *et* des incitations dans tous les domaines d'action. Parvenir à réduire les émissions de gaz à effet de serre implique de stimuler l'efficacité et l'innovation dans l'économie européenne avec, notamment, à la clé une meilleure qualité de l'air.

Or. en

Amendement 16

Proposition de règlement Considérant 14

Texte proposé par la Commission

(14) Puisque les gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques proviennent en grande partie des mêmes sources, la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre peut entraîner des effets bénéfiques accessoires pour la *qualité de l'air qui pourraient compenser une partie ou* la totalité des coûts à court terme de

Amendement

(14) Puisque les gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques proviennent en grande partie des mêmes sources, la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre peut entraîner des effets bénéfiques accessoires pour la *santé publique et la qualité de l'air qui compensent* la totalité des coûts à court

cette politique. Étant donné que les données communiquées en vertu de la directive 2001/81/CE du Parlement européen et du Conseil¹⁸ constituent une contribution importante pour l'élaboration de l'inventaire des gaz à effet de serre et des plans nationaux, il convient de reconnaître l'importance de compiler et de communiquer des données cohérentes entre ladite directive et l'inventaire des gaz à effet de serre.

¹⁸ Directive 2001/81/CE du Parlement européen et du Conseil fixant des plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques (JO L 309 du 27.11.2001, p. 22).

terme de cette politique. Étant donné que les données communiquées en vertu de la directive 2001/81/CE du Parlement européen et du Conseil¹⁸ constituent une contribution importante pour l'élaboration de l'inventaire des gaz à effet de serre et des plans nationaux, il convient de reconnaître l'importance de compiler et de communiquer des données cohérentes entre ladite directive et l'inventaire des gaz à effet de serre.

¹⁸ Directive 2001/81/CE du Parlement européen et du Conseil fixant des plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques (JO L 309 du 27.11.2001, p. 22).

Or. en

Amendement 17

Proposition de règlement Considérant 16

Texte proposé par la Commission

(16) ***Dans la continuité de l'engagement fort de la Commission en faveur d'une meilleure réglementation***, la gouvernance de l'union de l'énergie devrait conduire à une réduction significative de la charge administrative pour les États membres, la Commission et les autres institutions de l'Union, et elle devrait contribuer à la cohérence et à l'adéquation des politiques et des mesures au niveau de l'Union et au niveau national en ce qui concerne la transformation du système énergétique en une économie ***sobre en carbone***.

Amendement

(16) La gouvernance de l'union de l'énergie devrait conduire à une réduction significative de la charge administrative pour les États membres, la Commission et les autres institutions de l'Union, et elle devrait contribuer à la cohérence et à l'adéquation des politiques et des mesures au niveau de l'Union et au niveau ***macrorégional***, national ***et local*** en ce qui concerne la transformation du système énergétique en une économie ***à haute efficacité énergétique et entièrement fondée sur les énergies renouvelables***.

Or. en

Amendement 18

Proposition de règlement Considérant 17

Texte proposé par la Commission

(17) La réalisation des objectifs de l'union de l'énergie devrait être assurée en combinant des initiatives de l'Union et des politiques nationales cohérentes définies dans les plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat. La législation sectorielle de l'Union dans les domaines de l'énergie et du climat établit des exigences en matière de planification, qui ont constitué de précieux vecteurs de changement au niveau national. ***Leur introduction à des périodes différentes a généré des doublons et n'a pas permis de prendre suffisamment en compte les synergies et les interactions entre les différents domaines d'action.*** Les exigences actuellement dispersées en matière de planification, de communication d'informations et de suivi dans les domaines du climat et de l'énergie devraient ***donc, dans la mesure du possible,*** être rationalisées et intégrées.

Amendement

(17) La réalisation des objectifs ***généraux et des objectifs spécifiques*** de l'union de l'énergie devrait être assurée en combinant des initiatives de l'Union et des politiques nationales cohérentes définies dans les plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat. La législation sectorielle de l'Union dans les domaines de l'énergie et du climat établit des exigences en matière de planification, qui ont constitué de précieux vecteurs de changement au niveau national. Les exigences actuellement dispersées en matière de planification, de communication d'informations et de suivi dans les domaines du climat et de l'énergie devraient, ***le cas échéant,*** être rationalisées et intégrées.

Or. en

Amendement 19

Proposition de règlement Considérant 18

Texte proposé par la Commission

(18) Les plans nationaux intégrés en matière d'énergie devraient couvrir une décennie et donner une vue d'ensemble de l'état actuel du système énergétique et des politiques correspondantes. Ils devraient fixer des objectifs nationaux pour chacune des cinq grandes dimensions de l'union de l'énergie et définir des politiques et des

Amendement

(18) Les plans nationaux intégrés en matière d'énergie devraient couvrir une décennie et donner une vue d'ensemble de l'état actuel du système énergétique et des politiques correspondantes. Ils devraient fixer des objectifs ***généraux et des objectifs spécifiques*** nationaux pour chacune des cinq grandes dimensions de

mesures pour atteindre ces objectifs et, ce, sur une base analytique. Les plans nationaux portant sur la première période 2021-2030 devraient ***accorder une attention particulière aux objectifs spécifiques*** pour 2030 concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique ***et l'interconnexion*** électrique. Les États membres devraient veiller à ce que les plans nationaux soient compatibles avec la réalisation des objectifs de développement durable, et y contribuent.

l'union de l'énergie et définir des politiques et des mesures pour atteindre ces objectifs et, ce, sur une base analytique. Les plans nationaux portant sur la première période 2021-2030 devraient ***fixer des objectifs spécifiques contraignants au niveau national*** pour 2030 concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les énergies renouvelables ***et*** l'efficacité énergétique, ***ainsi que des objectifs spécifiques en matière d'interconnexion*** électrique. Les États membres devraient veiller à ce que les plans nationaux soient compatibles avec la réalisation des objectifs de développement durable, et y contribuent.

Or. en

Amendement 20

Proposition de règlement Considérant 18 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(18 bis) Pour chacune des cinq grandes dimensions de l'union de l'énergie, les États membres devraient veiller à ce que les financements de l'Union dans le cadre du cadre financier pluriannuel 2014-2020 soient intégrés dans les plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat. Les dotations nationales au titre du cadre financier pluriannuel pour l'après-2020 devraient contribuer activement à la réalisation des objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. Pour ce faire, le processus de programmation au niveau national et local en ce qui concerne le cadre financier pluriannuel pour l'après-2020 devrait être combiné à une évaluation par la Commission des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et

de climat afin de refléter un niveau d'ambition élevé, en particulier au vu des objectifs à long terme de l'accord de Paris sur le changement climatique et des objectifs de développement durable.

Or. en

Amendement 21

Proposition de règlement Considérant 20

Texte proposé par la Commission

(20) La mise en œuvre de politiques et de mesures dans les domaines de l'énergie et du climat a une incidence sur l'environnement. Les États membres devraient donc veiller à ce que le public puisse participer, de façon précoce et effective, à la préparation des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat, et ***être consulté à leur sujet***, conformément, le cas échéant, aux dispositions de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil²⁴ et de la convention de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (ci-après l'«UNECE») sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement du 25 juin 1998 (la «convention d'Aarhus»). Les États membres devraient également assurer la participation des partenaires sociaux à l'élaboration des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat.

Amendement

(20) ***Les États membres devraient mettre en place une plateforme de dialogue permanente et multiniveaux sur l'énergie rassemblant les autorités locales, les organisations de la société civile, les entreprises, les investisseurs ainsi que toute autre partie prenante afin de discuter des différentes options envisagées en ce qui concerne les politiques en matière d'énergie et de climat. Les plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat ainsi que les stratégies sur le long terme en matière de climat et d'énergie devraient être abordés dans le cadre de cette plateforme. L'Union européenne s'est engagée à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et à intégrer ces questions dans toutes ses actions. C'est pourquoi les États membres devraient tenir pleinement compte de ce principe au moment de définir et de mettre en œuvre leurs plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat et leurs stratégies sur le long terme en matière de climat et d'énergie.*** La mise en œuvre de politiques et de mesures dans les domaines de l'énergie et du climat a une incidence sur l'environnement. Les États membres devraient donc veiller à ce que le public puisse participer ***activement***, de façon précoce et effective, à la préparation des plans nationaux intégrés en matière

d'énergie et de climat et *des stratégies sur le long terme en matière de climat et d'énergie*, conformément, le cas échéant, aux dispositions de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil²⁴ et de la convention de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (ci-après l'«UNECE») sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement du 25 juin 1998 (la «convention d'Aarhus»). Les États membres devraient également assurer la participation des partenaires sociaux à l'élaboration des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat.

²⁴ Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (JO L 197 du 21.7.2001, p. 30).

²⁴ Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (JO L 197 du 21.7.2001, p. 30).

Or. en

Amendement 22

Proposition de règlement Considérant 21

Texte proposé par la Commission

(21) ***La coopération régionale est essentielle*** à la réalisation *effective* des objectifs de ***l'union de l'énergie***. Les États membres devraient avoir la possibilité de formuler des observations sur les plans des autres États membres avant leur finalisation afin d'éviter les incohérences et toute incidence négative pour tout autre État membre, ***et afin de garantir la réalisation collective des objectifs communs***. La coopération régionale dans l'élaboration et la finalisation des plans nationaux ainsi que dans leur mise en

Amendement

(21) ***Les partenariats macrorégionaux constituent le niveau de gouvernance idéal pour que les États membres puissent mettre en œuvre conjointement certaines politiques et mesures contribuant à la réalisation des objectifs généraux et des objectifs spécifiques communs de la manière la plus efficace possible du point de vue des coûts. La Commission devrait faciliter la création de ces partenariats entre les États membres et déterminer les coûts inhérents à l'absence de collaboration***. Les États membres

œuvre ultérieure devrait jouer un rôle essentiel pour améliorer l'efficacité et l'efficience des mesures et favoriser l'intégration du marché et la sécurité énergétique.

devraient **également** avoir la possibilité de formuler des observations sur les plans des autres États membres avant leur finalisation afin d'éviter les incohérences et toute incidence négative pour tout autre État membre. La coopération régionale dans l'élaboration et la finalisation des plans nationaux ainsi que dans leur mise en œuvre ultérieure devrait jouer un rôle essentiel pour améliorer l'efficacité et l'efficience des mesures et favoriser l'intégration du marché et la sécurité énergétique.

Or. en

Amendement 23

Proposition de règlement Considérant 21 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(21 bis) Les partenariats macrorégionaux et la Commission devraient faire l'inventaire des projets liés aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie qui sont transfrontaliers et contribuent à la réalisation de l'objectif en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2030. Les projets liés aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie devraient bénéficier d'un accès facilité aux procédures d'octroi de permis et d'un accès préférentiel aux financements locaux, nationaux et de l'Union, notamment en ce qui concerne les programmes et instruments existants de l'Union ainsi que ceux qui seront établis dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel.

Or. en

Amendement 24

Proposition de règlement Considérant 22

Texte proposé par la Commission

(22) Les plans nationaux devraient être stables, de manière à garantir la transparence et la prévisibilité des politiques et mesures nationales et, partant, la sécurité d'investissement. ***Il convient cependant de prévoir que les plans nationaux puissent être actualisés une fois au cours de la décennie couverte, afin de donner la possibilité aux États membres de procéder à des adaptations en cas de changements de circonstances significatifs. Les États membres devraient avoir la possibilité de mettre à jour leurs plans couvrant la période 2021-2030 pour le 1er janvier 2024.*** Les objectifs spécifiques, les objectifs généraux ***et les contributions*** ne devraient être modifiés que dans le but de refléter un plus haut niveau d'ambition générale, notamment en ce qui concerne les objectifs spécifiques pour 2030 en matière d'énergie et de climat. Dans le cadre des mises à jour, les États membres devraient s'efforcer d'atténuer toute incidence environnementale négative révélée par les informations communiquées de façon intégrée.

Amendement

(22) Les plans nationaux devraient être stables, de manière à garantir la transparence et la prévisibilité des politiques et mesures nationales et, partant, la sécurité d'investissement. ***Des révisions régulières des plans nationaux sur des périodes glissantes de dix ans donnent aux États membres*** la possibilité de procéder à des adaptations en cas de changements de circonstances significatifs ***et d'ajuster leurs objectifs généraux et leurs objectifs spécifiques.*** Les objectifs spécifiques ***et*** les objectifs généraux ne devraient être modifiés que dans le but de refléter un plus haut niveau d'ambition générale, notamment en ce qui concerne les objectifs spécifiques pour 2030 en matière d'énergie et de climat. Dans le cadre des mises à jour, les États membres devraient s'efforcer d'atténuer toute incidence environnementale négative révélée par les informations communiquées de façon intégrée.

Or. en

Amendement 25

Proposition de règlement Considérant 23

Texte proposé par la Commission

(23) ***Il est essentiel de définir des stratégies de réduction des émissions sur le long terme pour contribuer à la transformation économique, à la création***

Amendement

supprimé

d'emplois, à la croissance et à la réalisation des objectifs généraux de développement durable, ainsi que pour concourir de manière équitable et avec un bon rapport coût-efficacité à l'objectif à long terme fixé par l'accord de Paris. En outre, les parties à cet accord sont invitées à communiquer, d'ici à 2020, leurs stratégies de développement à faibles émissions de gaz à effet de serre sur le long terme, pour le milieu du siècle.

Or. en

Amendement 26

Proposition de règlement Considérant 23 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(23 bis) Les États membres devraient élaborer des stratégies sur le long terme en matière de climat et d'énergie pour 2050 et au-delà en déterminant les transformations nécessaires dans différents secteurs pour passer à un système reposant sur les énergies renouvelables et atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Les stratégies devraient respecter la juste part de l'Union au budget carbone global restant et devraient être élaborées de manière ouverte et transparente et avec la pleine participation des parties prenantes concernées. Les plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat devraient être basés sur les stratégies sur le long terme en matière d'énergie et de climat et être conformes à celles-ci.

Or. en

Amendement 27

Proposition de règlement Considérant 23 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(23 ter) *La disparition des forêts est un facteur important à l'origine du changement climatique puisqu'elle contribue à hauteur de 11 % environ aux émissions globales de CO₂. Les forêts capturent également le CO₂, les forêts des régions tempérées et boréales jouant principalement le rôle de puits de carbone. Afin d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris, il est nécessaire de préserver et de renforcer les puits de carbone forestiers de l'Union. La Commission devrait faire rapport sur le solde cumulé des émissions et des absorptions résultant des terres forestières gérées dans l'Union en référence à la moyenne des émissions et des absorptions au cours de la période 1990-2009 afin que le choix de la méthode de calcul de référence prévue dans le cadre du règlement [UTCATF] ne donne pas lieu à des émissions non comptabilisées.*

Or. en

Amendement 28

Proposition de règlement Considérant 24

Texte proposé par la Commission

Amendement

(24) Comme en matière de planification, la législation sectorielle de l'Union dans les domaines de l'énergie et du climat énonce des exigences en matière de communication d'informations: si bon nombre d'entre elles se sont avérées être des vecteurs efficaces de changement au niveau national, leur introduction à des

(24) Comme en matière de planification, la législation sectorielle de l'Union dans les domaines de l'énergie et du climat énonce des exigences en matière de communication d'informations, qui se sont avérées être des vecteurs efficaces de changement au niveau national. Afin de trouver un juste équilibre entre la nécessité

périodes différentes a conduit à des doublons et n'a pas permis de prendre suffisamment en compte les synergies et les interactions entre les différents domaines d'action tels que la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'intégration des marchés. Afin de trouver un juste équilibre entre la nécessité d'assurer un suivi adéquat de la mise en œuvre des plans nationaux et celle de réduire la charge administrative, les États membres devraient établir des rapports d'avancement bisannuels sur la mise en œuvre des plans et sur les autres progrès ayant trait au système énergétique. Toutefois, certaines obligations de communication d'informations, notamment celles qui découlent de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (ci-après la «CCNUCC») et des règlements de l'Union dans le domaine du climat, resteraient nécessairement associées à une échéance annuelle.

d'assurer un suivi adéquat de la mise en œuvre des plans nationaux et celle de réduire la charge administrative, les États membres devraient donc établir des rapports d'avancement bisannuels sur la mise en œuvre des plans et sur les autres progrès ayant trait au système énergétique. Toutefois, certaines obligations de communication d'informations, notamment celles qui découlent de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (ci-après la «CCNUCC») et des règlements de l'Union dans le domaine du climat, resteraient nécessairement associées à une échéance annuelle. ***Les États membres devraient donc communiquer chaque année des estimations approximatives en ce qui concerne leurs émissions de gaz à effet de serre, l'énergie consommée à partir de sources d'énergie renouvelables et leur consommation d'énergie primaire et finale. L'Agence européenne pour l'environnement devrait jouer un rôle dans l'élaboration de ces estimations annuelles approximatives.***

Or. en

Amendement 29

Proposition de règlement Considérant 25

Texte proposé par la Commission

(25) Les rapports d'avancement nationaux intégrés devraient reprendre les éléments du modèle de plan national. Il conviendra ultérieurement de définir en détail, dans un ou plusieurs actes d'exécution, un modèle à suivre pour les rapports d'avancement intégrés, étant donné leur technicité et le fait que la première échéance est fixée à 2021. Les rapports d'avancement devraient être établis de manière à assurer la transparence

Amendement

(25) Les rapports d'avancement nationaux intégrés devraient reprendre les éléments du modèle de plan national. Il conviendra ultérieurement de définir en détail, dans un ou plusieurs actes d'exécution, un modèle à suivre pour les rapports d'avancement intégrés, étant donné leur technicité et le fait que la première échéance est fixée à 2021. Les rapports d'avancement devraient être établis de manière à assurer la transparence

à l'égard de l'Union, des autres États membres et des acteurs du marché, y compris les consommateurs. Ils devraient présenter des données exhaustives articulées autour des cinq dimensions de l'union de l'énergie et, pour la première période, mettre dans le même temps l'accent sur les domaines couverts par les objectifs spécifiques du cadre d'action 2030 en matière de climat et d'énergie.

à l'égard de l'Union, des autres États membres, **des autorités locales** et des acteurs du marché, y compris les consommateurs, **toute autre partie prenante concernée et le public**. Ils devraient présenter des données exhaustives articulées autour des cinq dimensions de l'union de l'énergie et, pour la première période, mettre dans le même temps l'accent sur les domaines couverts par les objectifs spécifiques du cadre d'action 2030 en matière de climat et d'énergie.

Or. en

Amendement 30

Proposition de règlement Considérant 28

Texte proposé par la Commission

(28) L'expérience acquise dans le cadre de l'application du règlement (UE) n° 525/2013 a montré combien il est important que les informations soient transparentes, exactes, cohérentes, exhaustives et comparables. Compte tenu de cette expérience, il convient que le présent règlement invite les États membres à faire rapport sur leurs politiques, mesures et projections **et que** cet aspect **constitue** une composante essentielle de leurs rapports d'avancement. Les informations figurant dans ces rapports devraient être essentielles pour démontrer la mise en œuvre en temps opportun des engagements prévus par le règlement [] [RRE]. L'exploitation et l'amélioration continue des systèmes au niveau de l'Union et des États membres, associées à des orientations plus claires sur la communication d'informations, devraient contribuer de manière significative à améliorer de façon continue la qualité des informations nécessaires pour suivre les progrès en ce

Amendement

(28) L'expérience acquise dans le cadre de l'application du règlement (UE) n° 525/2013 a montré combien il est important que les informations soient transparentes, exactes, cohérentes, exhaustives et comparables. Compte tenu de cette expérience, il convient que le présent règlement invite les États membres à **utiliser des données et des hypothèses crédibles et cohérentes entre les cinq dimensions et qu'ils rendent publiques les données utilisées pour élaborer des scénarios et des modèles. Le présent règlement devrait également encourager les États membres à** faire rapport sur leurs politiques, mesures et projections, cet aspect **constituant** une composante essentielle de leurs rapports d'avancement. Les informations figurant dans ces rapports devraient être essentielles pour démontrer la mise en œuvre en temps opportun des engagements prévus par le règlement [] [RRE]. L'exploitation et l'amélioration continue des systèmes au niveau de

qui concerne la dimension de la décarbonisation.

l'Union et des États membres, associées à des orientations plus claires sur la communication d'informations, devraient contribuer de manière significative à améliorer de façon continue la qualité des informations nécessaires pour suivre les progrès en ce qui concerne la dimension de la décarbonisation.

Or. en

Amendement 31

Proposition de règlement Considérant 29

Texte proposé par la Commission

(29) Le présent règlement devrait garantir que les États membres communiquent des informations sur l'adaptation au changement climatique et le soutien apporté aux pays en développement en matière financière, technologique et de renforcement des capacités, de manière à faciliter la mise en œuvre des engagements pris par l'Union dans le cadre de la CCNUCC et de l'accord de Paris. En outre, il importe que les États membres communiquent des informations, dans le contexte des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat, sur leurs actions et mesures de soutien en faveur de l'adaptation, notamment en ce qui concerne l'adaptation aux incidences négatives du changement climatique sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Union, telles que la disponibilité **d'eau de refroidissement pour les centrales électriques et** de biomasse à des fins énergétiques, ainsi que des informations sur leurs mesures de soutien pertinentes pour la dimension extérieure de l'union de l'énergie.

Amendement

(29) Le présent règlement devrait garantir que les États membres communiquent des informations sur l'adaptation au changement climatique et le soutien apporté aux pays en développement en matière financière, technologique et de renforcement des capacités, de manière à faciliter la mise en œuvre des engagements pris par l'Union dans le cadre de la CCNUCC et de l'accord de Paris. En outre, il importe que les États membres communiquent des informations, dans le contexte des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat, sur leurs actions et mesures de soutien en faveur de l'adaptation, notamment en ce qui concerne l'adaptation aux incidences négatives du changement climatique sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Union, telles que la disponibilité de biomasse à des fins énergétiques, ainsi que des informations sur leurs mesures de soutien pertinentes pour la dimension extérieure de l'union de l'énergie.

Or. en

Amendement 32

Proposition de règlement Considérant 30

Texte proposé par la Commission

(30) Afin de limiter la charge administrative pour les États membres et la Commission, cette dernière devrait créer une plateforme **de communication** en ligne afin de faciliter l'échange d'informations et de promouvoir la coopération. Cette mesure devrait permettre la soumission en temps opportun des rapports et améliorer la transparence sur les rapports nationaux. La plateforme **de communication** en ligne devrait compléter et s'appuyer utilement sur, d'une part, les processus, bases de données et outils en ligne existants en matière de communication d'informations, tels que ceux de l'AEE, d'Eurostat, du JRC et, d'autre part, l'expérience acquise dans le cadre du système de management environnemental et d'audit de l'UE.

Amendement

(30) Afin de **renforcer la transparence en ce qui concerne l'élaboration des politiques en matière de climat et d'énergie et de** limiter la charge administrative pour les États membres et la Commission, cette dernière devrait créer une plateforme en ligne afin de faciliter l'échange d'informations et de promouvoir la coopération. Cette mesure devrait permettre la soumission en temps opportun des rapports et améliorer la transparence sur les rapports nationaux. La plateforme en ligne devrait compléter et s'appuyer utilement sur, d'une part, les processus, bases de données et outils en ligne existants en matière de communication d'informations, tels que ceux de l'AEE, d'Eurostat, du JRC et, d'autre part, l'expérience acquise dans le cadre du système de management environnemental et d'audit de l'UE.

Or. en

Amendement 33

Proposition de règlement Considérant 31

Texte proposé par la Commission

(31) En ce qui concerne les données qui doivent être transmises par les États membres à la Commission en vertu des exigences de planification et de communication d'informations, elles ne devraient pas faire double emploi avec les données et les statistiques déjà mises à

Amendement

(31) **Afin d'éviter tout retard dans l'action de l'Union, il convient que la Commission utilise les estimations annuelles relatives aux émissions de gaz à effet de serre, aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique fournies par l'Agence européenne pour**

disposition par Eurostat en application du règlement (CE) n° 223/2009 du Parlement européen et du Conseil²⁷, lorsque celles-ci ont la forme prévue par les obligations fixées par le présent règlement en matière de planification et de communication d'informations et sont encore accessibles auprès d'Eurostat avec les mêmes valeurs. Lorsqu'elles sont disponibles et synchronisées, les données et projections communiquées dans les plans nationaux en matière d'énergie et de climat devraient s'appuyer de manière cohérente sur les données d'Eurostat et sur la méthodologie utilisée pour communiquer les statistiques européennes conformément au règlement (CE) n° 223/2009.

²⁷ Règlement (CE) n° 223/2009 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 relatif aux statistiques européennes et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1101/2008 relatif à la transmission à l'Office statistique des Communautés européennes d'informations statistiques couvertes par le secret, le règlement (CE) n° 322/97 du Conseil relatif à la statistique communautaire et la décision 89/382/CEE, Euratom du Conseil instituant un comité du programme statistique des Communautés européennes (JO L 87 du 31.3.2009, p. 164).

l'environnement pour évaluer les progrès effectués dans la réalisation des objectifs à l'horizon 2030. En ce qui concerne les données qui doivent être transmises par les États membres à la Commission en vertu des exigences de planification et de communication d'informations, elles ne devraient pas faire double emploi avec les données et les statistiques déjà mises à disposition par Eurostat en application du règlement (CE) n° 223/2009 du Parlement européen et du Conseil²⁷, lorsque celles-ci ont la forme prévue par les obligations fixées par le présent règlement en matière de planification et de communication d'informations et sont encore accessibles auprès d'Eurostat avec les mêmes valeurs. Lorsqu'elles sont disponibles et synchronisées, les données et projections communiquées dans les plans nationaux en matière d'énergie et de climat devraient s'appuyer de manière cohérente sur les données d'Eurostat et sur la méthodologie utilisée pour communiquer les statistiques européennes conformément au règlement (CE) n° 223/2009.

²⁷ Règlement (CE) n° 223/2009 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 relatif aux statistiques européennes et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1101/2008 relatif à la transmission à l'Office statistique des Communautés européennes d'informations statistiques couvertes par le secret, le règlement (CE) n° 322/97 du Conseil relatif à la statistique communautaire et la décision 89/382/CEE, Euratom du Conseil instituant un comité du programme statistique des Communautés européennes (JO L 87 du 31.3.2009, p. 164).

Or. en

Amendement 34

Proposition de règlement Considérant 32

Texte proposé par la Commission

(32) *En vue de la réalisation collective des objectifs généraux de la stratégie pour une union de l'énergie, il sera crucial que la Commission évalue les plans nationaux et, sur la base des rapports d'avancement, leur mise en œuvre. Pour la première décennie, il s'agit en particulier de la réalisation des objectifs spécifiques au niveau de l'Union en matière d'énergie et de climat pour 2030 et des contributions nationales à ces objectifs. Cette évaluation devrait avoir lieu tous les deux ans, ou tous les ans uniquement si nécessaire, et être reprise sous forme de synthèse dans le rapport de la Commission sur l'état de l'union de l'énergie.*

Amendement

(32) *Il sera crucial que la Commission évalue, à travers des rapports d'avancement, les projets de plans nationaux et la mise en œuvre des plans nationaux notifiés, en vue de la réalisation des objectifs généraux de la stratégie pour une union de l'énergie, en particulier, pour la première période, les objectifs spécifiques au niveau de l'Union et au niveau national en matière d'énergie et de climat pour 2030. Ces évaluations devraient avoir lieu tous les ans et tous les deux ans et être reprises sous forme de synthèse dans le rapport de la Commission sur l'état de l'union de l'énergie.*

Or. en

Amendement 35

Proposition de règlement Considérant 33 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(33 bis) *Conformément aux actuelles lignes directrices de la CCNUCC pour la déclaration des émissions de gaz à effet de serre, le calcul et la déclaration des émissions de méthane se basent sur un potentiel de réchauffement de la planète (PRP) à un horizon de 100 ans. Compte tenu du PRP élevé du méthane et de sa durée de vie relativement réduite dans l'atmosphère, qui se traduisent par des incidences significatives sur le climat à court et à moyen terme, il convient que la Commission analyse les implications qu'aurait, pour les politiques et les*

mesures, l'adoption d'un horizon de vingt ans pour le méthane. La Commission devrait, à la lumière de cette analyse, envisager les options politiques efficaces pour résoudre rapidement le problème des émissions de méthane au moyen d'une stratégie de l'Union relative au méthane.

Or. en

Amendement 36

Proposition de règlement Considérant 34

Texte proposé par la Commission

(34) Afin de contribuer à la cohérence entre les politiques des États membres et de l'Union et les objectifs de l'union de l'énergie, il conviendrait de mettre en place un dialogue régulier entre la Commission et les États membres. ***Le cas échéant***, la Commission devrait adresser des recommandations aux États membres, entre autres sur le niveau d'ambition des ***projets de*** plans nationaux, sur la mise en œuvre des politiques et des mesures énoncées dans les plans nationaux notifiés, et sur les autres politiques et mesures nationales à prendre en compte au regard de la mise en place de l'union de l'énergie. Les États membres devraient accorder la plus grande attention à ces recommandations et expliquer par la suite, dans leurs rapports d'avancement, la façon dont elles ont été mises en œuvre.

Amendement

(34) Afin de contribuer à la cohérence entre les politiques des États membres et de l'Union et les objectifs de l'union de l'énergie, il conviendrait de mettre en place un dialogue régulier entre la Commission et les États membres. La Commission devrait adresser des recommandations aux États membres, entre autres sur le niveau d'ambition des plans nationaux, sur la mise en œuvre des politiques et des mesures énoncées dans les plans nationaux notifiés, et sur les autres politiques et mesures nationales à prendre en compte au regard de la mise en place de l'union de l'énergie. Les États membres devraient accorder la plus grande attention à ces recommandations et expliquer par la suite, dans leurs rapports d'avancement, la façon dont elles ont été mises en œuvre.

Or. en

Amendement 37

Proposition de règlement Considérant 35

(35) Si **le niveau d'ambition des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat ou de leurs mises à jour s'avère insuffisant** pour atteindre **collectivement** les objectifs **de l'union de l'énergie et, pour la première décennie, en particulier les objectifs spécifiques** pour 2030 portant sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, la Commission devrait prendre des mesures au niveau de l'Union pour garantir la réalisation **collective** de ces objectifs généraux et objectifs spécifiques **(et ainsi remédier à un éventuel «manque d'ambition»)**. Si les progrès accomplis par l'Union sur la voie de la réalisation de ces objectifs généraux et objectifs spécifiques s'avéraient insuffisants, soit la Commission devrait, **en plus** des recommandations, prendre des mesures au niveau de l'Union, **soit les États membres devraient prendre des mesures supplémentaires afin d'en assurer la réalisation** (et ainsi combler un éventuel «déficit d'exécution»). Lesdites mesures devraient prendre en considération les contributions ambitieuses aux objectifs pour 2030 réalisées de manière anticipée par les États membres en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, dans le cadre du partage de l'effort en vue de la réalisation collective des **objectifs spécifiques**. En matière d'énergies renouvelables, ces mesures peuvent également inclure le versement de contributions financières par les États membres en faveur d'une plateforme de financement gérée par la Commission, qui seraient utilisées pour contribuer à des projets dans le domaine des énergies renouvelables dans toute l'Union. Les objectifs spécifiques nationaux des États membres en matière d'énergies renouvelables pour 2020 devraient servir de référence pour fixer la part des énergies renouvelables à respecter à partir de 2021.

(35) Si **les politiques et mesures décrites dans les plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat ou leurs mises à jour s'avèrent insuffisantes** pour atteindre les objectifs **spécifiques contraignants au niveau national** pour 2030 portant sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, la Commission devrait prendre des mesures au niveau de l'Union pour garantir la réalisation de ces objectifs généraux et objectifs spécifiques. La Commission devrait **émettre** des recommandations, prendre des mesures au niveau de l'Union et **demande** aux États membres de **prendre des mesures supplémentaires**. En matière d'énergies renouvelables, ces mesures peuvent également inclure le versement de contributions financières par les États membres en faveur d'une plateforme de financement gérée par la Commission, qui seraient utilisées pour contribuer à des projets dans le domaine des énergies renouvelables dans toute l'Union, **y compris des projets liés aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie. Aux fins de ces recommandations et mesures, il convient d'examiner dans quelle mesure les États membres respectent leur trajectoire contraignante**. Les objectifs spécifiques nationaux des États membres en matière d'énergies renouvelables pour 2020 devraient servir de référence pour fixer la part des énergies renouvelables à respecter à partir de 2021. Dans le domaine de l'efficacité énergétique, des mesures additionnelles peuvent notamment viser à améliorer l'efficacité énergétique des produits, des bâtiments et des transports.

Dans le domaine de l'efficacité énergétique, des mesures additionnelles peuvent notamment viser à améliorer l'efficacité énergétique des produits, des bâtiments et des transports.

Or. en

Amendement 38

Proposition de règlement Considérant 38

Texte proposé par la Commission

(38) Les États membres et la Commission devraient faire en sorte de coopérer étroitement sur toutes les questions relatives à la mise en œuvre de l'union de l'énergie et du présent règlement, avec la participation active du Parlement européen. La Commission devrait assister les États membres, ***en tant que de besoin***, dans la mise en œuvre du présent règlement, notamment en ce qui concerne l'établissement des plans nationaux et le renforcement des capacités correspondantes.

Amendement

(38) Les États membres et la Commission devraient faire en sorte de coopérer étroitement sur toutes les questions relatives à la mise en œuvre de l'union de l'énergie et du présent règlement, avec la participation active du Parlement européen. La Commission devrait assister les États membres dans la mise en œuvre du présent règlement, notamment en ce qui concerne l'établissement des plans nationaux ***intégrés en matière d'énergie et de climat, la stratégie à long terme en matière de climat et d'énergie*** et le renforcement des capacités correspondantes ***en mobilisant les ressources internes de l'Agence européenne pour l'énergie, du Centre commun de recherche, les capacités internes de modélisation et, le cas échéant, l'expertise externe.***

Or. en

Amendement 39

Proposition de règlement Considérant 43

Texte proposé par la Commission

(43) Il convient que, pour la préparation des actes d'exécution, la Commission soit assistée dans ses travaux prévus par le présent règlement par un comité de ***l'union de l'énergie***. Ledit comité devrait remplacer le comité des changements climatiques et d'autres comités, le cas échéant, et en reprendre ***les*** missions.

Amendement

(43) ***Sans préjudice de l'existence du comité des changements climatiques institué par le règlement (UE) n° 525/2013***, il convient que, pour la préparation des actes d'exécution, la Commission soit assistée dans ses travaux prévus par le présent règlement par un comité de ***l'énergie et du changement climatique***. Ledit comité devrait remplacer le comité des changements climatiques et d'autres comités, le cas échéant, et en reprendre ***certaines des*** missions. ***Le comité des changements climatiques devrait continuer à apporter son aide pour la mise en œuvre de la directive [SEQE], du règlement [RRE] et du règlement [UTCATF].***

Or. en

Amendement 40

Proposition de règlement

Article 1 – paragraphe 1 – alinéa 1 – point -a (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(-a) ***mettre en œuvre des stratégies et des mesures destinées à maintenir les émissions de gaz à effet de serre de l'Union dans les limites d'un budget carbone conforme à l'accord de Paris;***

Or. en

Amendement 41

Proposition de règlement

Article 1 – paragraphe 1 – alinéa 1 – point -a bis (nouveau)

(-a bis) mettre en œuvre des stratégies et des mesures à long terme en matière de climat et d'énergie visant à atteindre – au plus tard en 2050 – un système énergétique à haute efficacité énergétique et entièrement fondé sur les énergies renouvelables, qui tienne pleinement compte du potentiel en matière d'efficacité énergétique et d'économies d'énergie et d'un objectif de neutralité carbone au sein de l'Union;

Or. en

Amendement 42

Proposition de règlement

Article 1 – paragraphe 1 – alinéa 1 – point a

Texte proposé par la Commission

Amendement

(a) mettre en œuvre des stratégies et des mesures destinées à atteindre les objectifs généraux et les objectifs spécifiques de l'union de l'énergie et, pour la première décennie, qui s'étend de 2021 à 2030, en particulier les objectifs spécifiques de l'Union ***pour 2030*** en matière d'énergie et de climat;

(a) mettre en œuvre des stratégies et des mesures destinées à atteindre les objectifs généraux et les objectifs spécifiques de l'union de l'énergie et, pour la première décennie, qui s'étend de 2021 à 2030, en particulier les objectifs spécifiques de l'Union en matière d'énergie et de climat ***pour 2030 et pour les périodes ultérieures de dix ans;***

Or. en

Amendement 43

Proposition de règlement

Article 1 – paragraphe 1 – alinéa 1 – point a bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(a bis) mettre en place de nouveaux partenariats entre les États membres au

niveau macrorégional afin d'atteindre les objectifs généraux et les objectifs spécifiques de l'union de l'énergie de la manière la plus efficace possible du point de vue des coûts, ainsi qu'entre les États membres et leurs autorités locales;

Or. en

Amendement 44

Proposition de règlement

Article 1 – paragraphe 1 – alinéa 1 – point b bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(b bis) garantir la prévisibilité, la transparence et une participation effective du public à la planification en matière de climat et d'énergie effectuée par les États membres, afin de parvenir à un large consensus sur la question du changement climatique et de la transition énergétique au sein de la société et de contribuer à accroître la certitude des investisseurs.

Or. en

Amendement 45

Proposition de règlement

Article 1 – paragraphe 1 – alinéa 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

Le mécanisme de gouvernance repose sur des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat couvrant des périodes décennales dont la première s'étendra de 2021 à 2030, sur des rapports d'avancement nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat établis par les États membres au sujet desdits plans, ainsi que sur des modalités de suivi intégrées fixées par la Commission européenne. Il

Le mécanisme de gouvernance repose sur des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat couvrant des périodes décennales dont la première s'étendra de 2021 à 2030, sur des rapports d'avancement nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat établis par les États membres au sujet desdits plans, ainsi que sur des modalités de suivi intégrées fixées par la Commission européenne. Il

définir un processus itératif et structuré entre la Commission et les États membres en vue de la finalisation des plans nationaux et de leur mise en œuvre ultérieure, y compris en ce qui concerne **la coopération régionale**, ainsi que les actions correspondantes de la Commission.

définir un processus itératif, **transparent** et structuré entre la Commission et les États membres **garantissant la pleine participation des autorités locales, des parties prenantes et du public** en vue de la finalisation des plans nationaux et de leur mise en œuvre ultérieure, y compris en ce qui concerne **les partenariats macrorégionaux** ainsi que les actions correspondantes de la Commission.

Or. en

Amendement 46

Proposition de règlement Article 2 – alinéa 1

Texte proposé par la Commission

Aux fins du présent règlement, les définitions établies dans [la refonte de la directive 2009/28/CE telle que proposée dans le document COM(2016) 767], la directive 2010/31/UE et la directive 2012/27/UE s'appliquent.

Amendement

Aux fins du présent règlement, les définitions établies dans [la refonte de la directive 2009/28/CE telle que proposée dans le document COM(2016) 767], **[la refonte de la directive 2009/28/CE telle que proposée dans le document COM(2016) XXX]**, la directive 2010/31/UE et la directive 2012/27/UE s'appliquent.

Or. en

Amendement 47

Proposition de règlement Article 2 – alinéa 2 – point 2

Texte proposé par la Commission

(2) «politiques et mesures mises en œuvre», les politiques et mesures pour lesquelles **une ou plusieurs des** conditions suivantes sont vérifiées à la date de soumission du plan national **ou du rapport d'avancement: une législation**

Amendement

(2) «politiques et mesures mises en œuvre», les politiques et mesures pour lesquelles **les** conditions suivantes sont vérifiées à la date de soumission du plan national: **une législation nationale et, le cas échéant, sous-nationale ainsi que les**

européenne directement applicable ou une législation nationale est en vigueur, un ou plusieurs accords volontaires ont été conclus, des ressources financières ont été allouées, des ressources humaines ont été mobilisées;

*mesures d'application nécessaires sont en vigueur, **ou** un ou plusieurs accords volontaires ont été conclus, des ressources financières ont été allouées, des ressources humaines ont été mobilisées;*

Or. en

Amendement 48

Proposition de règlement Article 2 – alinéa 2 – point 3

Texte proposé par la Commission

(3) «politiques et mesures adoptées», les politiques et mesures qui, à la date de soumission du plan national ou du rapport d'avancement, ont fait l'objet d'une décision officielle des autorités et d'un engagement clair de la part de celles-ci à les mettre en œuvre;

Amendement

(3) «politiques et mesures adoptées», les politiques et mesures qui, à la date de soumission du plan national ou du rapport d'avancement, ont fait l'objet d'une décision officielle des autorités **centrales ou sous-nationales** et d'un engagement clair de la part de celles-ci à les mettre en œuvre;

Or. en

Amendement 49

Proposition de règlement Article 2 – alinéa 2 – point 9

Texte proposé par la Commission

(9) «**objectifs spécifiques de l'Union pour 2030 en matière d'énergie et de climat**», l'objectif spécifique contraignant à l'échelle de l'Union visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de tous les secteurs de l'économie de l'Union d'au moins 40 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990; l'objectif spécifique contraignant au niveau de l'Union visant à porter à au moins 27 % la part des énergies renouvelables dans la

Amendement

supprimé

consommation d'énergie de l'Union d'ici à 2030;

Or. en

Amendement 50

Proposition de règlement

Article 2 – alinéa 2 – point 18 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(18 bis) «*macrorégion*», un groupe de deux États membres ou plus engagés dans un partenariat structuré portant au moins sur une des cinq dimensions de l'union de l'énergie.

Or. en

Amendement 51

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. Au plus tard le 1^{er} janvier 2019, et tous les *dix* ans par la suite, chaque État membre *notifie* à la Commission un plan national intégré en matière d'énergie et de climat. Les plans contiennent les éléments visés au paragraphe 2 et à l'annexe I. Le premier plan couvre la période allant de 2021 à 2030. Les plans suivants portent sur *la décennie qui commence immédiatement après la fin de la période couverte par le plan précédent.*

1. Au plus tard le 1^{er} janvier 2019, et tous les *cinq* ans par la suite, chaque État membre *présente* à la Commission un plan national intégré en matière d'énergie et de climat. Les plans contiennent les éléments visés au paragraphe 2 et à l'annexe I. Le premier plan couvre la période allant de 2021 à 2030. Les plans suivants portent sur *les périodes allant de 2026 à 2035, de 2031 à 2040, de 2036 à 2045 et de 2041 à 2050.*

Or. en

Amendement 52

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

(a) les grandes lignes de la procédure suivie pour établir le plan national intégré en matière d'énergie et de climat, composées d'un résumé *et* d'une description ***de la consultation et de la participation des parties prenantes et de leurs résultats, ainsi que de la coopération régionale avec les autres États membres dans le cadre de la préparation du plan;***

Amendement

(a) les grandes lignes de la procédure suivie pour établir le plan national intégré en matière d'énergie et de climat, composées

1. d'un résumé,
2. d'une description ***du processus mis en œuvre pour garantir la participation des autorités locales, de la société civile, des entreprises et du public à un dialogue conformément aux articles 10 et 10 bis du présent règlement,***
3. ***d'une description des partenariats macrorégionaux établis en vertu de l'article 11 du présent règlement avec les autres États membres dans le cadre de la préparation du plan et de l'organisation conjointe d'un système énergétique à haute efficacité énergétique et entièrement fondé sur les énergies renouvelables de la manière la plus efficace possible du point de vue des coûts;***

Or. en

Amendement 53

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 2 – point a bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(a bis) les objectifs spécifiques contraignants des États membres liés à la

décarbonisation (émissions de gaz à effet de serre et énergies renouvelables) et les aspects liés à l'efficacité énergétique de l'union de l'énergie;

Or. en

Amendement 54

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 2 – point b

Texte proposé par la Commission

(b) une description des objectifs généraux, ***des objectifs spécifiques et des contributions*** des États membres pour chacune des cinq dimensions de l'union de l'énergie;

Amendement

(b) une description des objectifs généraux ***et, le cas échéant, des objectifs spécifiques*** des États membres ***qui ne sont pas repris au point b)*** pour chacune des cinq dimensions de l'union de l'énergie;

Or. en

Amendement 55

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 2 – point c

Texte proposé par la Commission

(c) une description des politiques et mesures envisagées pour atteindre les objectifs généraux, les objectifs spécifiques ***et les contributions correspondants, tels que visés au point b)***;

Amendement

(c) une description des politiques et mesures envisagées pour atteindre les objectifs généraux ***et les objectifs spécifiques correspondants visés aux points b) et c), y compris une description de la manière dont le premier principe de l'efficacité énergétique est intégré dans ces politiques et mesures;***

Or. en

Amendement 56

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 2 – point d

Texte proposé par la Commission

(d) une description de la situation actuelle pour les cinq dimensions de l'union de l'énergie, y compris en ce qui concerne le système énergétique et les émissions et absorptions de gaz à effet de serre, ainsi que des projections en ce qui concerne les objectifs visés ***au point b)*** au regard des politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées);

Amendement

(d) une description de la situation actuelle pour les cinq dimensions de l'union de l'énergie, y compris en ce qui concerne le système énergétique et les émissions et absorptions de gaz à effet de serre, ainsi que des projections en ce qui concerne les objectifs visés ***aux points b) et c)*** au regard des politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées); ***une description des obstacles et des entraves réglementaires et non réglementaires empêchant d'atteindre les objectifs spécifiques, les objectifs généraux ainsi que les politiques et mesures mentionnés dans le présent article;***

Or. en

Amendement 57

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 2 – point e

Texte proposé par la Commission

(e) une évaluation des incidences des politiques et mesures planifiées pour atteindre les objectifs visés ***au point b)***;

Amendement

(e) une évaluation des incidences des politiques et mesures ***individuelles et combinées*** planifiées pour atteindre les objectifs visés ***aux articles 1, 4, 13 bis et 14, comprenant des estimations quantifiées de la réduction des gaz à effet de serre, de l'utilisation d'énergies renouvelables et du potentiel d'économies d'énergie; une description des politiques et mesures planifiées et de leurs incidences individuelles et combinées sur le plan environnemental, sanitaire, macroéconomique, social et des compétences;***

Amendement 58

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 2 – point e bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(e bis) une liste et une description des projets liés aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie élaborées conformément à l'article 11 bis du présent règlement;

Or. en

Amendement 59

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 2 – point e ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(e ter) une évaluation des conséquences potentielles du climat dans l'État membre, y compris des conséquences directes et indirectes, ainsi que des stratégies de résilience visant à gérer les incidences climatiques, comme les plans nationaux d'adaptation;

Or. en

Amendement 60

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. Pour préparer les plans nationaux visés au paragraphe 1, les États membres tiennent compte des corrélations entre les

3. Pour préparer les plans nationaux visés au paragraphe 1, les États membres tiennent compte des corrélations entre les

cinq dimensions de l'union de l'énergie **et** utilisent des données et des hypothèses qui présentent une cohérence entre les cinq dimensions, le cas échéant.

cinq dimensions de l'union de l'énergie, **notamment le premier principe de l'efficacité énergétique. Ils** utilisent des données et des hypothèses **crédibles** qui présentent une cohérence entre les cinq dimensions, le cas échéant, **et publient les données utilisées pour les exercices de modélisation.**

Or. en

Amendement 61

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 bis. Lorsqu'ils élaborent les plans nationaux visés au paragraphe 1, les États membres veillent à ce qu'ils soient conformes aux objectifs énoncés à l'article 1 et aux stratégies nationales sur le long terme en matière de climat et d'énergie visées à l'article 14.

Or. en

Amendement 62

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 3 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 ter. Lorsqu'ils élaborent les plans nationaux visés au paragraphe 1, les États membres mettent à la disposition du public les projets de plans mentionnés à l'article 9.

Or. en

Amendement 63

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 3 quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 quater. *Les États membres ne présentent que des objectifs spécifiques et des objectifs généraux au moins équivalents à ceux visés à l'article 4 et qui reflètent le relèvement d'un niveau d'ambition par rapport aux niveaux fixés dans la dernière version de leur plan national intégré en matière d'énergie et de climat.*

Or. en

Amendement 64

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 3 quinquies (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 quinquies. *Les États membres s'efforcent de prévoir dans leur plan l'atténuation de toute incidence négative sur le plan environnemental, sanitaire, macroéconomique, social et des compétences révélée par les informations communiquées de façon intégrée en application des articles 15 à 22.*

Or. en

Amendement 65

Proposition de règlement

Article 3 – paragraphe 3 sexies (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

3 sexies. *Les États membres mettent à la disposition du public les plans*

présentés à la Commission en vertu du présent article.

Or. en

Amendement 66

Proposition de règlement Article 4 – titre

Texte proposé par la Commission

Objectifs généraux, objectifs spécifiques et **contributions des États membres** pour chacune des cinq dimensions de l'union de l'énergie

Amendement

Objectifs spécifiques et **objectifs généraux** pour chacune des cinq dimensions de l'union de l'énergie

Or. en

Amendement 67

Proposition de règlement Article 4 – point a – sous-point 1 ii bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

ii bis. les trajectoires de l'État membre pour accroître les absorptions par les puits à partir de 2021 conformément aux stratégies sur le long terme en matière d'énergie et de climat visées à l'article 1;

Or. en

Amendement 68

Proposition de règlement Article 4 – point a – sous-point 1 iii

Texte proposé par la Commission

iii. **le cas échéant, les** autres objectifs généraux et objectifs spécifiques nationaux

Amendement

iii. **les** autres objectifs généraux et objectifs spécifiques nationaux cohérents

cohérents avec les stratégies sur le long terme *existantes* en faveur de faibles niveaux d'émission;

avec les stratégies sur le long terme en faveur de faibles niveaux d'émission;

Or. en

Amendement 69

Proposition de règlement

Article 4 – point a – sous-point 2 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

(2) en ce qui concerne les énergies renouvelables:

Amendement

(2) en ce qui concerne les énergies renouvelables *et en vue de réaliser l'objectif spécifique contraignant au niveau de l'Union d'au moins 45 % d'énergies renouvelables en 2030:*

Or. en

Amendement 70

Proposition de règlement

Article 4 – point a – sous-point 2 i

Texte proposé par la Commission

i. *en vue de réaliser l'objectif spécifique contraignant au niveau de l'Union d'au moins 27 % d'énergies renouvelables en 2030, comme prévu à l'article 3 [de la refonte de la directive 2009/28/CE telle que proposée dans le document COM(2016) 767], la contribution à cet objectif spécifique sous la forme de la part d'énergie de chaque État membre provenant de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie en 2030, avec une trajectoire linéaire pour cette contribution à partir de 2021;*

Amendement

i. *l'objectif spécifique contraignant de l'État membre correspondant à la part d'énergie de chaque État membre provenant de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie en 2030, avec une trajectoire linéaire contraignante pour cet objectif spécifique à partir de 2021 partant de la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables en 2020 telle qu'énoncée dans la troisième colonne du tableau figurant à l'annexe I, partie A, de la directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE, et*

conformément à [l'article 3] de la [refonte de la directive 2009/28/CE telle que proposée dans le document COM(2016)767];

Or. en

Amendement 71

Proposition de règlement

Article 4 – point a – sous-point 2 i bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

i bis. les trajectoires linéaires de l'État membre pour la part globale d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie à partir de 2030 conformément aux stratégies sur le long terme en matière d'énergie et de climat visées à l'article 1;

Or. en

Amendement 72

Proposition de règlement

Article 4 – point a – sous-point 2 ii

Texte proposé par la Commission

Amendement

ii. les trajectoires de la part sectorielle des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie de 2021 à 2030 dans les secteurs du chauffage et du refroidissement, de l'électricité et des transports;

ii. les trajectoires de ***l'État membre en ce qui concerne*** la part sectorielle des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie de 2021 à 2030 dans les secteurs du chauffage et du refroidissement, de l'électricité, et des transports;

Or. en

Amendement 73

Proposition de règlement

Article 4 – point a – sous-point 2 iii

Texte proposé par la Commission

iii. les trajectoires de chaque technologie liée aux énergies renouvelables que l'État membre envisage de suivre pour atteindre les trajectoires des parts globale et sectorielle des énergies renouvelables de 2021 à 2030, y compris le total de la consommation finale brute d'énergie prévue par technologie et par secteur en Mtep et le total de la puissance installée prévue par technologie et par secteur en MW;

Amendement

iii. les trajectoires de chaque technologie liée aux énergies renouvelables que l'État membre envisage de suivre pour atteindre les trajectoires des parts globale et sectorielle des énergies renouvelables de 2021 à 2030, y compris le total de la consommation finale brute d'énergie prévue par technologie et par secteur en Mtep et le total de la puissance installée prévue par technologie et par secteur, **y compris le renforcement** en MW;

Or. en

Amendement 74

Proposition de règlement

Article 4 – point a – sous-point 2 iii bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

iii bis. la part d'énergies renouvelables de l'État membre produites par les villes, les communautés d'énergie renouvelable et les auto-consommateurs entre 2021 et 2030, y compris la consommation finale brute d'énergie en Mtep;

Or. en

Amendement 75

Proposition de règlement

Article 4 – point a – sous-point 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(2 bis) en ce qui concerne les combustibles fossiles et en vue de réaliser

l'objectif de l'Union sur le long terme de devenir une économie totalement décarbonisée d'ici 2050 au plus tard:

i. l'inventaire des subventions en faveur des combustibles fossiles existantes dans l'État membre;

ii. les trajectoires de l'État membre pour supprimer progressivement les combustibles fossiles, y compris les subventions dans ce domaine;

Or. en

Amendement 76

Proposition de règlement

Article 4 – point b – sous-point 1 – alinéa 1

Texte proposé par la Commission

la contribution indicative nationale en matière d'efficacité énergétique en vue de réaliser l'objectif contraignant au niveau de l'Union d'une amélioration de l'efficacité énergétique de 30 % d'ici à 2030, comme prévu à l'article 1er, paragraphe 1, et à l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2012/27/UE [version telle que modifiée conformément à la proposition COM(2016)761], sur la base de la consommation d'énergie primaire ou finale, des économies d'énergie primaire ou finale, ou de l'intensité énergétique.

Amendement

en vue réaliser l'objectif contraignant au niveau de l'Union d'une amélioration de l'efficacité énergétique **d'au moins 40 %** d'ici à 2030, **l'objectif spécifique contraignant en matière d'efficacité énergétique au niveau de l'État membre visé à [l'article 1, paragraphe 1, et à l'article 3, paragraphe 4] de la directive 2012/27/UE [version modifiée conformément à la proposition COM(2016)761].**

Pour la première décennie, la consommation d'énergie de l'Union ne dépasse pas 1 483 Mtep d'énergie primaire et 1 086 Mtep d'énergie finale en 2020 et ne dépasse pas 1 132 Mtep d'énergie primaire et 846 Mtep d'énergie finale en 2030;

Or. en

Amendement 77

Proposition de règlement

Article 4 – point b – sous-point 1 – alinéa 2

Texte proposé par la Commission

Les États membres expriment **leur contribution** en termes de niveau absolu de consommation d'énergie primaire et de consommation d'énergie finale en 2020 et 2030, avec une trajectoire linéaire pour **cette contribution** à partir de 2021. Ils expliquent la méthodologie sous-jacente et les facteurs de conversion utilisés;

Amendement

Les États membres expriment **leurs objectifs spécifiques en matière d'efficacité énergétique** en termes de niveau absolu de consommation d'énergie primaire et de consommation d'énergie finale en 2020 et 2030, avec une trajectoire linéaire **contraignante** pour **cet objectif spécifique** à partir de 2021. Ils expliquent la méthodologie sous-jacente et les facteurs de conversion utilisés;

Or. en

Amendement 78

Proposition de règlement

Article 4 – point b – sous-point 2

Texte proposé par la Commission

(2) le volume cumulé d'économies d'énergie à réaliser au cours de la période 2021-2030 en vertu de l'article 7 de la directive 2012/27/UE [version telle que modifiée conformément à la proposition COM(2016)761] relatif aux obligations en matière d'économies d'énergie;

Amendement

(2) le volume cumulé d'économies d'énergie à réaliser au cours de la période 2021-2030 en vertu de l'article 7 de la directive 2012/27/UE [version telle que modifiée conformément à la proposition COM(2016)761] relatif aux obligations en matière d'économies d'énergie; **le volume cumulé d'économies d'énergie à réaliser en vertu de l'article 7 sur chaque décennie jusqu'en 2050 sera fixé dans le plan national intégré en matière d'énergie et de climat pour la décennie en question;**

Or. en

Amendement 79

Proposition de règlement

Article 4 – point b – sous-point 3

Texte proposé par la Commission

(3) les objectifs de rénovation sur le long terme du parc national d'immeubles à usage résidentiel et commercial (publics et privés);

Amendement

(3) les objectifs de rénovation sur le long terme ***pour 2030 et 2040*** du parc national d'immeubles à usage résidentiel et commercial (publics et privés), ***en mesurant les progrès réalisés vers l'objectif de consommation d'énergie quasi nulle dans les bâtiments d'ici à 2050 qui sera atteint grâce à une rénovation en profondeur et à un approvisionnement en énergies renouvelables locales;***

Or. en

Amendement 80

Proposition de règlement

Article 4 – point b – sous-point 4

Texte proposé par la Commission

(4) la surface au sol totale à rénover, ou les économies d'énergie annuelles équivalentes à réaliser entre 2020 et 2030 en vertu de l'article 5 de la directive 2012/27/UE, relatif au rôle exemplaire des bâtiments appartenant à des organismes publics;

Amendement

(4) la surface au sol totale à rénover ***et les économies d'énergies correspondantes réalisées grâce à la rénovation,*** ou les économies d'énergie annuelles équivalentes ***résultant d'une autre méthode*** à réaliser entre 2020 et 2030 en vertu de l'article 5 de la directive 2012/27/UE relatif au rôle exemplaire des bâtiments appartenant à des organismes publics ***(y compris les bâtiments détenus, occupés ou gérés par des autorités publiques, des hôpitaux et des établissements de soins de santé, les bâtiments d'enseignement et les logements sociaux);***

Or. en

Amendement 81

Proposition de règlement

Article 4 – point b – sous-point 5

Texte proposé par la Commission

(5) les autres objectifs nationaux en matière d'efficacité énergétique, y compris les objectifs spécifiques ou les stratégies sur le long terme et les objectifs sectoriels dans des domaines tels que les transports, et le chauffage et le refroidissement;

Amendement

(5) les autres objectifs nationaux en matière d'efficacité énergétique, y compris les objectifs spécifiques ou les stratégies sur le long terme et les objectifs sectoriels dans des domaines tels que les transports, et le chauffage et le refroidissement ***ou dans le cadre de politiques de couplage sectoriel, ainsi que l'efficacité dans d'autres secteurs présentant un potentiel élevé en matière d'efficacité énergétique tels que la conversion, la transmission et la distribution d'énergie, les entreprises proposant des services liés à l'eau, l'industrie manufacturière ou les centres de données;***

Or. en

Amendement 82

Proposition de règlement

Article 4 – point d – sous-point 2

Texte proposé par la Commission

(2) les principaux objectifs nationaux relatifs aux infrastructures de transport d'électricité et de gaz nécessaires à la réalisation des objectifs généraux et des objectifs spécifiques en lien avec l'une ou l'autre des cinq dimensions de la stratégie pour une union de l'énergie;

Amendement

(2) les principaux objectifs nationaux relatifs aux infrastructures de transport ***et de distribution*** d'électricité et de gaz nécessaires à la réalisation des objectifs généraux et des objectifs spécifiques en lien avec l'une ou l'autre des cinq dimensions de la stratégie pour une union de l'énergie;

Or. en

Amendement 83

Proposition de règlement

Article 4 – point d – sous-point 3

Texte proposé par la Commission

(3) les objectifs nationaux liés à d'autres aspects du marché intérieur de l'énergie, tels que l'intégration et **le** couplage des marchés, avec un calendrier indiquant les échéances de réalisation des objectifs;

Amendement

(3) les objectifs nationaux liés à d'autres aspects du marché intérieur de l'énergie, tels que **le renforcement de la flexibilité du système grâce à** l'intégration et **au** couplage des marchés, **aux réseaux intelligents, au stockage, à l'agrégation, aux mécanismes de dispatching, de redispatching et d'effacement, à l'autogénération et à la réponse à la demande, et aux signaux de prix en temps réel**, avec un calendrier indiquant les échéances de réalisation des objectifs;

Or. en

Amendement 84

Proposition de règlement

Article 4 – point d – sous-point 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(3 bis) les objectifs nationaux liés à la participation non discriminatoire de l'énergie renouvelable, à la réponse à la demande et au stockage, y compris par l'agrégation, sur tous les marchés de l'énergie, avec un calendrier indiquant les échéances de réalisation des objectifs;

Or. en

Amendement 85

Proposition de règlement

Article 4 – point d – sous-point 4

Texte proposé par la Commission

(4) les objectifs nationaux visant à assurer l'adéquation du système électrique *et la flexibilité du système énergétique au regard de la production d'énergies renouvelables, avec un calendrier indiquant les échéances de réalisation des objectifs;*

Amendement

(4) les objectifs nationaux visant à assurer l'adéquation du système électrique, *avec un calendrier pour la suppression progressive des mécanismes de rémunération de la capacité;*

Or. en

Amendement 86

Proposition de règlement

Article 4 – point d – sous-point 4 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(4 bis) les objectifs nationaux en matière de précarité énergétique;

Or. en

Amendement 87

Proposition de règlement

Article 4 – point e – sous-point 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

(2) les objectifs nationaux pour le déploiement de technologies à *faible intensité de carbone* à l'horizon 2050;

(2) les objectifs nationaux pour le déploiement de technologies *garantissant un système à haute efficacité énergétique et fondé sur les énergies renouvelables* à l'horizon 2050;

Or. en

Amendement 88

Proposition de règlement

Article 5

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 5

supprimé

Processus de détermination des contributions nationales en faveur des énergies renouvelables

1. Lorsqu'ils fixent leur contribution en termes de part d'énergie provenant de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie pour 2030, et pour la dernière année de chaque période couverte par les plans nationaux suivants, conformément à l'article 4, point a) 2) i), les États membres tiennent compte des éléments suivants:

(a) les mesures prévues dans [la refonte de la directive 2009/28/CE telle que proposée dans le document COM(2016) 767];

(b) les mesures adoptées en vue d'atteindre l'objectif spécifique en matière d'efficacité énergétique adopté en application de la directive 2012/27/UE [version telle que modifiée conformément à la proposition COM(2016)761];

(c) les autres mesures visant à promouvoir les énergies renouvelables dans les États membres et au niveau de l'UE; et

(d) les facteurs influençant le déploiement des énergies renouvelables, tels que:

i) la répartition équitable des efforts de déploiement dans l'ensemble de l'UE;

ii) le potentiel économique;

iii) les contraintes géographiques et naturelles, y compris dans les zones et régions qui ne sont pas interconnectées; et

iv) *le niveau d'interconnexion électrique entre les États membres.*

2. *Les États membres veillent collectivement à ce que la somme de leurs contributions s'élève au minimum à 27 % d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation d'énergie finale brute au niveau de l'Union d'ici à 2030.*

Or. en

Amendement 89

Proposition de règlement Article 6

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 6

supprimé

Processus de détermination des contributions nationales en faveur de l'efficacité énergétique

1. *Lorsqu'ils fixent leur contribution nationale indicative en faveur de l'efficacité énergétique pour 2030 et pour la dernière année de chaque période couverte par les plans nationaux suivants, conformément à l'article 4, point b) 1), les États membres veillent à ce que:*

(a) *pour la première décennie, la consommation d'énergie de l'Union ne dépasse pas 1 483 Mtep d'énergie primaire et 1 086 Mtep d'énergie finale en 2020 et ne dépasse pas 1 321 Mtep d'énergie primaire et 987 Mtep d'énergie finale en 2030;*

(b) *l'objectif spécifique contraignant au niveau de l'Union pour 2030 visé aux articles 1er et 3 de la directive 2012/27/UE [version telle que modifiée conformément à la proposition COM(2016)761] soit atteint.*

En outre, les États membres prennent en

considération:

(a) les mesures prévues par la directive 2012/27/UE [version telle que modifiée conformément à la proposition COM(2016)761];

(b) toute autre mesure visant à promouvoir l'efficacité énergétique dans les États membres et au niveau de l'UE.

2. *Lorsqu'ils fixent leur contribution visée au paragraphe 1, les États membres peuvent tenir compte de facteurs qui influent sur la consommation d'énergie primaire et finale, tels que:*

(a) le potentiel restant d'économies d'énergie rentables;

(b) l'évolution et les prévisions d'évolution du produit intérieur brut;

(c) les variations dans les importations et les exportations d'énergie;

(d) le développement de toutes les sources d'énergie renouvelables, de l'énergie nucléaire, du captage et du stockage du carbone; et

(e) les actions menées de manière anticipée.

Or. en

Amendement 90

Proposition de règlement Article 7 – alinéa unique

Texte proposé par la Commission

Les États membres décrivent, conformément à l'annexe I, dans leurs plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat, les principales politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées) et planifiées visant à réaliser en particulier les objectifs fixés dans lesdits plans, y compris les mesures visant à assurer la coopération régionale et

Amendement

Les États membres décrivent, conformément à l'annexe I, dans leurs plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat, les principales politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées) et planifiées visant à réaliser en particulier les objectifs fixés dans lesdits plans, y compris les mesures visant à assurer la coopération régionale et

à mobiliser les financements appropriés au niveau national et *régional*.

à mobiliser les financements appropriés au niveau national, *régional* et *local*, *notamment les programmes et instruments de l'Union*.

Or. en

Amendement 91

Proposition de règlement Article 8 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Les États membres décrivent, conformément à la structure et au format indiqués à l'annexe I, la situation actuelle pour chacune des cinq dimensions de l'union de l'énergie, y compris en ce qui concerne le système énergétique et les émissions et absorptions de gaz à effet de serre au moment de la soumission du plan national ou sur la base des dernières informations disponibles. Par ailleurs, les États membres établissent et décrivent des projections, pour chacune des cinq dimensions de l'union de l'énergie, pour la première décennie au moins jusqu'en **2040** (y compris pour l'année 2030), qui, selon eux, devraient se réaliser grâce aux politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées).

Amendement

1. Les États membres décrivent, conformément à la structure et au format indiqués à l'annexe I, la situation actuelle pour chacune des cinq dimensions de l'union de l'énergie, y compris en ce qui concerne le système énergétique et les émissions et absorptions de gaz à effet de serre au moment de la soumission du plan national ou sur la base des dernières informations disponibles. Par ailleurs, les États membres établissent et décrivent des projections, pour chacune des cinq dimensions de l'union de l'énergie, pour la première décennie au moins jusqu'en **2030** (y compris pour l'année 2030), qui, selon eux, devraient se réaliser grâce aux politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées). ***Les États membres mettent à la disposition du public les hypothèses, les paramètres et les méthodologies utilisées pour les projections et les scénarios.***

Or. en

Amendement 92

Proposition de règlement Article 8 – paragraphe 2 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

2. Les États membres évaluent, dans leur plan national intégré en matière d'énergie et de climat, au niveau national ***et, le cas échéant, régional***, les éléments suivants:

Amendement

2. Les États membres évaluent, dans leur plan national intégré en matière d'énergie et de climat, au niveau national, ***infranational et macrorégional***, les éléments suivants:

Or. en

Amendement 93

Proposition de règlement

Article 8 – paragraphe 2 – point b

Texte proposé par la Commission

(b) les incidences macroéconomiques, environnementales, sociales et sur les qualifications des politiques et mesures planifiées visées à l'article 7 et précisées à l'annexe I, pour la première décennie au moins jusqu'en 2030, et une comparaison avec les projections ***fondées sur les*** politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées) visées au paragraphe 1;

Amendement

(b) les incidences macroéconomiques, ***sanitaires***, environnementales, sociales et sur les qualifications des politiques et mesures planifiées, ***individuelles ou agrégées***, visées à l'article 7 et précisées à l'annexe I, pour la première décennie au moins jusqu'en 2030, et une comparaison avec les projections ***des*** politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées) visées au paragraphe 1. ***La méthodologie utilisée pour évaluer ces incidences est rendue publique et le recours à des analyses coûts-avantages est encouragé;***

Or. en

Amendement 94

Proposition de règlement

Article 8 – paragraphe 2 – point c

Texte proposé par la Commission

(c) les interactions entre les politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées) et les politiques et mesures

Amendement

(c) les interactions entre les politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées) et les politiques et mesures

planifiées au sein d'une même dimension et entre les politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées) et les politiques et mesures planifiées relevant de dimensions différentes, pour la première décennie au moins jusqu'en 2030. Les projections concernant la sécurité de l'approvisionnement, les infrastructures et l'intégration des marchés reposent sur des scénarios fiables pour l'efficacité énergétique.

planifiées au sein d'une même dimension et entre les politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées) et les politiques et mesures planifiées relevant de dimensions différentes, pour la première décennie au moins jusqu'en 2030. Les projections concernant la sécurité de l'approvisionnement, les infrastructures et l'intégration des marchés reposent sur des scénarios fiables pour l'efficacité énergétique *afin de permettre une compréhension claire des incidences de l'efficacité énergétique/des politiques en faveur des économies d'énergie sur le dimensionnement du système énergétique et de réduire le risque d'investissements caducs concernant la production d'énergie, les réseaux et l'utilisation finale;*

Or. en

Amendement 95

Proposition de règlement

Article 8 – paragraphe 2 – point c bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(c bis) la façon dont les politiques et mesures individuelles et agrégées, existantes et prévues, attireront des investissements privés se conjuguant aux financements publics nécessaires à leur mise en œuvre.

Or. en

Amendement 96

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Au plus tard le 1^{er} janvier 2018, et tous les **dix** ans par la suite, les États membres préparent et soumettent à la Commission le projet du plan national intégré en matière d'énergie et de climat visé à l'article 3, paragraphe 1.

Amendement

1. Au plus tard le 1^{er} janvier 2018, et tous les **cinq** ans par la suite, les États membres préparent et soumettent à la Commission le projet du plan national intégré en matière d'énergie et de climat visé à l'article 3, paragraphe 1.

Or. en

Amendement 97

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

2. La Commission **peut adresser** aux États membres des recommandations sur les projets de plans conformément à l'article 28. **Lesdites recommandations précisent notamment:**

Amendement

2. La Commission **évalue les projets de plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat et adresse** aux États membres des recommandations **par pays** sur les projets de plans conformément à l'article 28 **pour:**

Or. en

Amendement 98

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point -a (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(-a) veiller à la réalisation des objectifs nationaux contraignants par les États membres;

Or. en

Amendement 99

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

(a) ***le niveau d'ambition des*** objectifs généraux, ***des*** objectifs spécifiques ***et des contributions en vue de la réalisation collective des objectifs*** de l'union de l'énergie ***et, notamment, des objectifs spécifiques au niveau de l'Union pour 2030 en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique;***

Amendement

(a) ***aider les États membres à atteindre les*** objectifs généraux ***et les*** objectifs spécifiques ***concernant toutes les dimensions*** de l'union de l'énergie;

Or. en

Amendement 100

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point b

Texte proposé par la Commission

(b) ***les*** politiques et mesures ***en lien avec les objectifs généraux au niveau des États membres et de l'Union et les autres politiques et mesures*** susceptibles d'avoir des incidences transfrontalières;

Amendement

(b) ***améliorer les*** politiques et mesures ***individuelles existantes et planifiées qui figurent dans les plans nationaux en matière d'énergie et de climat, notamment celles qui sont*** susceptibles d'avoir des incidences transfrontalières;

Or. en

Amendement 101

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(b bis) proposer l'adoption de politiques et de mesures supplémentaires dans les plans nationaux en matière d'énergie et de climat;

Amendement 102

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point c

Texte proposé par la Commission

(c) ***les interactions entre les*** politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées) et ***les*** politiques et mesures planifiées incluses dans le plan national intégré en matière d'énergie et de climat au sein d'une même dimension et entre des dimensions différentes de l'union de l'énergie, ***et leur cohérence.***

Amendement

(c) ***garantir la cohérence des*** politiques et mesures existantes (mises en œuvre et adoptées) et ***des*** politiques et mesures planifiées incluses dans le plan national intégré en matière d'énergie et de climat au sein d'une même dimension et entre des dimensions différentes de l'union de l'énergie;

Or. en

Amendement 103

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point c bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(c bis) veiller à la cohérence entre les politiques et mesures existantes et planifiées et les projections;

Or. en

Amendement 104

Proposition de règlement

Article 9 – paragraphe 2 – point c ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(c ter) s'assurer de la qualité des modèles utilisés par les États membres et de l'adéquation des hypothèses et des données utilisées dans les cinq dimensions

Or. en

Amendement 105

Proposition de règlement Article 9 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. Les États membres tiennent le plus grand compte des recommandations éventuelles de la Commission lorsqu'ils finalisent leur plan national intégré en matière d'énergie et de climat.

Amendement

3. Les États membres tiennent le plus grand compte des recommandations éventuelles de la Commission lorsqu'ils finalisent leur plan national intégré en matière d'énergie et de climat. ***Lorsque la position d'un État membre donné ne correspond pas à la recommandation de la Commission, l'État membre concerné apporte et publie la justification expliquant sa position.***

Or. en

Amendement 106

Proposition de règlement Article 10 – titre

Texte proposé par la Commission

Consultation publique

Amendement

Information et participation du public

Or. en

Amendement 107

Proposition de règlement Article 10 – alinéa unique

Texte proposé par la Commission

Sans préjudice de toute autre disposition du

Amendement

Sans préjudice de toute autre disposition du

droit de l'Union, les États membres veillent à ce que le public puisse participer, de façon précoce et effective, à la préparation des projets de plans visés à l'article 9, *et joignent à leur projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat, lorsqu'ils le soumettent à la Commission, un résumé des vues du public. Lorsque les dispositions de la directive 2001/42/CE s'appliquent, les consultations engagées conformément à cette dernière sont réputées satisfaire également aux obligations de consultation du public en vertu du présent règlement.*

droit de l'Union, les États membres veillent à ce que le public puisse participer, de façon précoce et effective, à la préparation des projets de plans visés à l'article 9 *du présent règlement, des stratégies sur le long terme visées à l'article 14 du présent règlement, ainsi que des rapports d'avancement visés à l'article 15 du présent règlement, lorsque toutes les possibilités sont ouvertes et qu'une participation effective du public peut avoir lieu.*

Or. en

Amendement 108

Proposition de règlement

Article 10 – paragraphe 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 bis. Les États membres élaborent des calendriers raisonnables prévoyant suffisamment de temps pour que le public soit informé, se prépare et participe effectivement aux différentes étapes du processus de planification et de communication d'informations. Les États membres prennent dûment en considération l'égalité de participation et veillent à ce que le public soit informé, soit par des avis publics, soit par d'autres moyens appropriés, comme des médias électroniques lorsqu'ils sont disponibles:

(a) de toute proposition de documents visés au paragraphe 1 ou de mise à jour de ces documents;

(b) des modalités pratiques de participation, y compris:

i. un calendrier et un programme de travail pour la préparation des documents;

- ii. *l'autorité compétente auprès de laquelle les informations utiles peuvent être obtenues;*
- iii. *les coordonnées des autorités compétentes auxquelles les commentaires, avis ou questions peuvent être présentés.*

Or. en

Amendement 109

Proposition de règlement

Article 10 – paragraphe 1 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 ter. Les États membres incluent, dans le projet de plan national intégré en matière de climat et d'énergie, dans la version finale de ce plan et dans les rapports d'avancement qu'ils soumettent à la Commission, un résumé des vues du public et de la manière dont ils en ont tenu compte.

Or. en

Amendement 110

Proposition de règlement

Article 10 – paragraphe 1 quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

1 quater. Lorsque les dispositions de la directive 2001/42/CE s'appliquent, les consultations engagées conformément à cette dernière sont réputées satisfaire également aux obligations de consultation du public en vertu du présent règlement.

Or. en

Amendement 111

Proposition de règlement Article 10 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 10 bis

Plateforme de dialogue multiniveaux sur l'énergie

- 1. Dans un esprit de partenariat, les États membres établissent un dialogue permanent sur l'énergie pour soutenir la participation active des collectivités locales, des organisations de la société civile, des milieux d'affaires, des investisseurs, de toute autre partie prenante et du grand public à la gestion de la transition énergétique, y compris de la pauvreté énergétique.***
- 2. Les États membres soumettent, dans le cadre de ce dialogue sur l'énergie, différentes options et scénarios envisagés pour leurs politiques énergétiques et climatiques à court, moyen et long terme, en accompagnant chaque option d'une analyse coûts-avantages.***
- 3. Les États membres veillent à ce que le dialogue sur l'énergie dispose de ressources humaines et financières suffisantes.***

Or. en

Amendement 112

Proposition de règlement Article 11 – titre

Texte proposé par la Commission

Amendement

Coopération régionale

Partenariats macrorégionaux

Or. en

Amendement 113

Proposition de règlement Article 11 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Les États membres coopèrent les uns avec les autres au niveau **régional** en vue de réaliser efficacement les objectifs spécifiques, les objectifs généraux **et les contributions** prévus dans leur plan national intégré en matière d'énergie et de climat.

Amendement

1. Les États membres coopèrent les uns avec les autres au niveau **macrorégional** en vue de réaliser efficacement les objectifs spécifiques **et** les objectifs généraux prévus dans leur plan national intégré en matière d'énergie et de climat. ***Afin de faciliter cette coopération, la Commission évalue, pour chacune des macrorégions mentionnées à l'annexe I bis (nouvelle), le coût lié à l'absence d'action commune et propose des scénarios concrets pour la mise en place de partenariats macrorégionaux efficaces.***

Or. en

Amendement 114

Proposition de règlement Article 11 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Les États membres, bien avant la soumission à la Commission de leur projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat conformément à l'article 9, paragraphe 1, recensent les possibilités de **coopération régionale** et consultent les États membres voisins et les autres États membres ayant manifesté leur intérêt. Les États membres incluent dans leur projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat les résultats de cette consultation régionale, y compris, le cas échéant, la manière dont les observations reçues ont été prises en

Amendement

2. Les États membres, bien avant la soumission à la Commission de leur projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat conformément à l'article 9, paragraphe 1, recensent les possibilités de **partenariats macrorégionaux** et consultent les États membres voisins et les autres États membres ayant manifesté leur intérêt, ***conformément aux dispositions de la directive 2011/92/UE et à la convention d'Espoo.*** Les États membres incluent dans leur projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat les résultats

compte.

de cette consultation régionale, y compris, le cas échéant, la manière dont les observations reçues ont été prises en compte.

Or. en

Amendement 115

Proposition de règlement Article 11 – paragraphe 5

Texte proposé par la Commission

5. Aux fins prévues au paragraphe 1, les États membres continuent de coopérer au niveau ***régional*** lorsqu'ils mettent en œuvre les politiques et mesures contenues dans leurs plans.

Amendement

5. Aux fins prévues au paragraphe 1, les États membres continuent de coopérer au niveau ***macrorégional*** lorsqu'ils mettent en œuvre les politiques et mesures contenues dans leurs plans.

Or. en

Amendement 116

Proposition de règlement Article 11 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 11 bis

Article 11 bis – Inventaire et financement des projets liés aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie

1. Sans préjudice du règlement (UE) n° 347/2013, le présent règlement établit cinq partenariats macrorégionaux fondés sur les possibilités existantes (ci-après les «partenariats»), tels qu'énoncés à l'annexe I ter (nouvelle). À partir de l'évaluation de la Commission réalisée en application de l'article 11, paragraphe 1, chaque partenariat élabore une liste régionale des projets liés aux énergies

renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie qui contribuent à la réalisation de l'objectif spécifique visé à l'article 4, paragraphe 2. Cette liste est incorporée dans les plans nationaux en matière d'énergie et de climat visés à l'article 3 et présentés conjointement, par la suite, à la Commission par les États membres qui composent chaque partenariat.

2. Lorsqu'ils établissent la liste de leurs projets liés aux énergies renouvelables qui présentent un intérêt pour l'union de l'énergie, les partenariats tiennent compte des critères suivants:

(a) les avantages généraux potentiels du projet;

(b) la participation au projet d'au moins deux États membres rassemblés dans un mécanisme de coopération pouvant être, entre autres, un projet commun, un mécanisme mixte de coopération ou une coopération transfrontalière, tel qu'énoncé à l'article [5] de la [refonte de la directive relative aux sources d'énergie renouvelable];

(c) le projet est situé sur le territoire d'un État membre ou dans des eaux internationales, et a d'importantes retombées transfrontalières.

3. Après avoir reçu les plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat, la Commission établit, d'ici au 31 décembre 2020, une liste de l'Union européenne recensant les projets liés aux énergies renouvelables qui présentent un intérêt pour l'union de l'énergie. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l'article 36 afin d'établir une liste de l'Union européenne recensant les projets liés aux énergies renouvelables qui présentent un intérêt pour l'union de l'énergie.

4. Lorsqu'elle établit la liste de

l'Union, la Commission:

(a) veille à ce que seuls les projets qui remplissent les critères visés au paragraphe 2 du présent article y soient inscrits;

(b) garantit la cohérence entre les régions;

(c) cherche à obtenir un nombre total raisonnable de projets liés aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie;

(d) assure un traitement favorable des projets liés aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie dans les secteurs où les États membres ont élaboré une trajectoire commune de déploiement régional pour 2030.

5. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l'article 36 afin d'établir les méthodes que les partenariats doivent utiliser lorsqu'ils effectuent l'analyse coûts-avantages visée au paragraphe 2, point (a), du présent article, en prenant en compte les incidences environnementales, sanitaires, macroéconomiques et sociales, ainsi que sur les qualifications.

6. Au plus tard le 30 juin 2021, chaque État membre désigne une autorité nationale compétente chargée de faciliter et de coordonner la procédure d'octroi des autorisations aux projets liés aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie qui figurent dans la liste de l'Union européenne. L'autorité compétente prend des mesures pour faciliter la prise de décision globale.

7. Lorsqu'un projet lié aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie rencontre d'importantes difficultés de mise en œuvre, la Commission peut désigner, en accord avec les États membres constituant le partenariat concerné, un coordonnateur européen pour une

période d'un an maximum, renouvelable deux fois. Aux fins du présent règlement, les dispositions de l'article 6 du règlement (UE) n° 347/2013 s'appliquent.

8. Les dispositions énoncées à l'article 10 du présent règlement s'appliquent au processus qu'engagent les partenariats pour sélectionner les projets liés aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie.

9. Les projets liés aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie qui figurent sur la liste de l'Union européenne sont éligibles à un concours financier de l'Union sous la forme de subventions, de prêts, de fonds propres, d'instruments financiers et de fonds de garantie. En outre, la Commission met en place une plateforme de financement au niveau de l'Union, qui contribue directement au concours financier apporté aux projets liés aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie qui figurent sur la liste de l'Union européenne et qui sont gérés directement ou indirectement par la Commission. Cette plateforme de financement mobilise des fonds de l'Union européenne et des fonds nationaux, notamment des contributions des États membres conformément à l'article 27, paragraphe 4, du présent règlement.

Or. en

Amendement 117

Proposition de règlement Article 12 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

La Commission évalue les plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat *et leurs mises à jour*, tels que notifiés en

Amendement

La Commission évalue les plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat tels que notifiés en application des articles

application des articles 3 et 13. Elle évalue notamment si:

3 et 13. Elle évalue notamment si:

Or. en

Amendement 118

Proposition de règlement

Article 12 – point -a (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(-a) les politiques et mesures existantes et prévues sont suffisantes pour atteindre les objectifs spécifiques nationaux contraignants visés à l'article 4 du présent règlement;

Or. en

Amendement 119

Proposition de règlement

Article 12 – point a

Texte proposé par la Commission

Amendement

(a) les objectifs spécifiques, les objectifs généraux **et les contributions** sont suffisants pour réaliser collectivement les objectifs de l'union de l'énergie **et, en particulier, pour la première décennie, les objectifs spécifiques du cadre d'action 2030 de l'Union en matière de climat et d'énergie;**

(a) les objectifs spécifiques **et** les objectifs généraux sont suffisants pour réaliser collectivement les objectifs de l'union de l'énergie;

Or. en

Amendement 120

Proposition de règlement

Article 13

Article 13

supprimé

***Mise à jour des plans nationaux intégrés
en matière d'énergie et de climat***

- 1. Au plus tard le 1^{er} janvier 2023, et tous les dix ans par la suite, les États membres soumettent à la Commission un projet de mise à jour de la dernière version notifiée de leur plan national intégré en matière d'énergie et de climat visé à l'article 3, ou confirment à la Commission que le plan reste valable.***
- 2. Au plus tard le 1^{er} janvier 2024, et tous les dix ans par la suite, les États membres soumettent à la Commission une mise à jour de la dernière version notifiée de leur plan national intégré en matière d'énergie et de climat visé à l'article 3, sauf s'ils ont confirmé à la Commission que leur plan restait valable en application du paragraphe 1 du présent article.***
- 3. Les États membres ne modifient les objectifs spécifiques, les objectifs généraux et les contributions fixés dans la mise à jour visée au paragraphe 2 que pour indiquer le relèvement d'un niveau d'ambition par rapport aux niveaux fixés dans la dernière version notifiée de leur plan national intégré en matière d'énergie et de climat.***
- 4. Les États membres s'efforcent de prévoir dans leur plan mis à jour l'atténuation de toute incidence environnementale négative révélée par les informations communiquées de façon intégrée en application des articles 15 à 22.***
- 5. Les États membres prennent en considération les dernières recommandations par pays formulées dans le cadre du semestre européen lorsqu'ils préparent la mise à jour visée au paragraphe 2.***

6. *Les procédures prévues à l'article 9, paragraphe 2, et à l'article 11 s'appliquent à la préparation et l'évaluation des mises à jour des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat.*

Or. en

Amendement 121

Proposition de règlement Chapitre 3 – titre

Texte proposé par la Commission

**STRATÉGIES SUR LE LONG TERME
EN FAVEUR DE FAIBLES NIVEAUX
D'ÉMISSION**

Amendement

**STRATÉGIES SUR LE LONG TERME
EN MATIÈRE DE CLIMAT ET
D'ÉNERGIE**

Or. en

Amendement 122

Proposition de règlement Chapitre 3 – article 13 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Article 13 bis

***Cohérence avec l'objectif général en
matière de climat***

La Commission fait rapport, au plus tard le 1^{er} mars 2018, sur le budget carbone mondial restant, qui convient à la poursuite des efforts visant à limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, et présente une analyse de la juste part revenant à l'Union à l'horizon 2050 et 2100.

Or. en

Amendement 123

Proposition de règlement Article 14 – titre

Texte proposé par la Commission

Stratégies sur le long terme en *faveur* de
faibles niveaux d'émission

Amendement

Stratégies sur le long terme en *matière* de
climat et d'énergie

Or. en

Amendement 124

Proposition de règlement Article 14 – paragraphe 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

1. Les États membres *établissent* et
communiquent à la Commission, au plus
tard le 1^{er} janvier **2020** et tous les *dix* ans
par la suite, les stratégies sur le long terme
en *faveur de faibles niveaux d'émissions*
par lesquelles ils entendent contribuer,
sur 50 ans:

Amendement

1. Les États membres et la
Commission, au *nom de l'Union,*
préparent, au plus tard le 1^{er} janvier **2019**
et tous les *cinq* ans par la suite, les
stratégies sur le long terme en *matière*
d'énergie et de climat permettant, à
l'horizon 2050, de:

Or. en

Amendement 125

Proposition de règlement Article 14 – paragraphe 1 – point a

Texte proposé par la Commission

(a) *au respect des* engagements pris
par l'Union et par *eux-mêmes* au titre de la
CCNUCC et de l'accord de Paris en vue de
réduire les émissions anthropiques ou de
renforcer les absorptions par les puits de
gaz à effet de serre;

Amendement

(a) *respecter les* engagements pris par
l'Union et par *les États membres* au titre
de la CCNUCC et de l'accord de Paris en
vue de réduire les émissions anthropiques
ou de renforcer les absorptions par les puits
de gaz à effet de serre;

Amendement 126

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 1 – point b

Texte proposé par la Commission

(b) **à la concrétisation de** l'objectif général visant à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels;

Amendement

(b) **concrétiser** l'objectif général visant à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels;

Or. en

Amendement 127

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 1 – point c

Texte proposé par la Commission

(c) **à l'obtention**, sur le long terme, **de** réductions des émissions et **de** renforcements des absorptions par les puits de gaz à effet de serre dans tous les secteurs, conformément à l'objectif général **de l'Union** consistant, **dans le cadre des réductions qui, selon le GIEC, doivent être réalisées collectivement par les pays industrialisés, à réduire les émissions, à l'horizon 2050, de 80 à 95 % par rapport aux niveaux de 1990**, et ce, de manière efficace en termes de coûts.

Amendement

(c) **obtenir**, sur le long terme, **des** réductions des émissions et **des** renforcements des absorptions par les puits de gaz à effet de serre dans tous les secteurs, conformément à l'objectif général consistant **à limiter les émissions de gaz à effet de serre de l'Union à un niveau inférieur à sa juste part du budget carbone mondial restant**, et ce, de manière efficace en termes de coûts.

Or. en

Amendement 128

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 1 – point c bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(c bis) atteindre – au plus tard en 2050 – un système énergétique à haute efficacité énergétique et entièrement fondé sur les énergies renouvelables, et parvenir à zéro émission nette de gaz à effet de serre au sein de l'Union.

Or. en

Amendement 129

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 2 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

Amendement

2. Les stratégies sur le long terme en *faveur de faibles niveaux d'émission* portent sur:

2. Les stratégies sur le long terme en *matière de climat et d'énergie* portent sur:

Or. en

Amendement 130

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 2 – point a

Texte proposé par la Commission

Amendement

(a) l'ensemble des réductions des émissions et des renforcements des absorptions par les puits de gaz à effet de serre;

(a) l'ensemble des réductions des émissions et des renforcements des absorptions par les puits de gaz à effet de serre, *avec un objectif spécifique de renforcement des absorptions par les puits qui convienne à la poursuite des efforts visant à limiter l'élévation de la température à 1,5 °C;*

Amendement 131

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 2 – point c bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(c bis) la part totale des énergies renouvelables;

Or. en

Amendement 132

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 2 – point c ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(c ter) le niveau absolu de consommation d'énergie et de consommation finale d'énergies renouvelables par secteur, y compris les secteurs de l'électricité, de l'industrie, des transports et du bâtiment;

Or. en

Amendement 133

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 2 – point c quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(c quater) les progrès attendus en ce qui concerne la transition vers une économie à haute efficacité et entièrement fondée sur les énergies renouvelables, notamment grâce aux économies d'énergie et à la puissance installée prévue pour les énergies renouvelables;

Amendement 134

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 2 – point c quinquies (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(c quinquies) la contribution escomptée de la décarbonisation en profondeur de l'économie en ce qui concerne le développement macroéconomique et social, les risques et les avantages sanitaires, et la protection de l'environnement.

Or. en

Amendement 135

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 2 – point d

Texte proposé par la Commission

Amendement

(d) les liens avec d'autres planifications sur le long terme à l'échelle nationale.

(d) les liens avec d'autres **objectifs généraux**, planifications **et autres politiques et mesures** sur le long terme à l'échelle nationale.

Or. en

Amendement 136

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués, conformément à l'article 36, établissant la structure, le format, les modalités techniques et le

Or. en

Amendement 137

Proposition de règlement Article 14 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

3. Les *stratégies sur le long terme en faveur de faibles niveaux d'émission* et les plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat visés à l'article 3 *devraient être* cohérents les *uns par rapport aux autres*.

Amendement

3. Les plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat visés à l'article 3 *sont* cohérents *avec* les *stratégies sur le long terme en matière de climat et d'énergie*.

Or. en

Amendement 138

Proposition de règlement Article 14 – paragraphe 4

Texte proposé par la Commission

4. Les États membres *mettent sans délai* à la *disposition du public leurs* stratégies sur le long terme en *faveur* de *faibles niveaux d'émission* et les *mettent à jour* éventuelles de ces stratégies.

Amendement

4. Les États membres *et la Commission développent leurs stratégies de manière ouverte et transparente, en veillant à ce que le public, les partenaires sociaux, les entreprises, les investisseurs, la société civile et d'autres parties prenantes aient, de façon précoce et effective, la possibilité de participer à la préparation des* stratégies sur le long terme en *matière de climat et d'énergie*, et *rendent publiques les stratégies et toutes les données ou analyses complémentaires, notamment par l'intermédiaire de la plateforme en ligne visée à l'article 24*.

Or. en

Amendement 139

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 4 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

4 bis. La Commission appuie les États membres lors de la préparation de leurs stratégies sur le long terme, en leur fournissant des informations sur l'état actuel des connaissances scientifiques fondamentales et des évolutions technologiques utiles à la réalisation des objectifs généraux visés à l'article 1. La Commission donne également aux États membres et aux autres parties prenantes la possibilité d'apporter des informations supplémentaires et de débattre de leurs points de vue, et présente les meilleures pratiques ainsi que des orientations servant aux États membres lors du développement et de la mise en œuvre de leurs stratégies.

Or. en

Amendement 140

Proposition de règlement

Article 14 – paragraphe 4 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

4 ter. La Commission évalue si les stratégies nationales sur le long terme conviennent pour atteindre collectivement les objectifs généraux de l'Union énoncés à l'article 1. La Commission peut, à cette fin, adresser des recommandations aux États membres et les assister dans leurs efforts de préparation et de mise en œuvre des stratégies sur le long terme.

Or. en

Amendement 141

Proposition de règlement

Article 15 – paragraphe 2 – alinéa 1 – point a bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(a bis) les informations visées à l'article 14 et sur les progrès accomplis pour atteindre les objectifs spécifiques, les objectifs généraux et les niveaux de contribution définis dans les stratégies sur le long terme en matière d'énergie et de climat;

Or. en

Amendement 142

Proposition de règlement

Article 15 – paragraphe 3

Texte proposé par la Commission

Amendement

3. La Commission **adopte** des actes **d'exécution** établissant la structure, le format, les modalités techniques et le traitement des informations visées aux paragraphes 1 et 2. **Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 37, paragraphe 3.**

3. La Commission **est habilitée à adopter** des actes **délégués, conformément à l'article 36**, établissant la structure, le format, les modalités techniques et le traitement des informations visées aux paragraphes 1 et 2.

Or. en

Amendement 143

Proposition de règlement

Article 15 – paragraphe 5 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

5 bis. Les États membres mettent à la disposition du public les informations

communiquées à la Commission en vertu du présent article.

Or. en

Amendement 144

Proposition de règlement

Article 18 – point a – sous-point 4 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(4 bis) les objectifs et trajectoires pour les énergies renouvelables produites par les villes, les régions, les communautés énergétiques et les auto-consommateurs;

Or. en

Amendement 145

Proposition de règlement

Article 18 – point a – sous-point 5

Texte proposé par la Commission

Amendement

(5) le cas échéant, d'autres trajectoires et objectifs nationaux, y compris sectoriels et de longue durée (tels que la part des biocarburants, la part des biocarburants avancés, la part des biocarburants issus de cultures principales produites sur des terres agricoles, la part d'électricité produite à partir de la biomasse sans utilisation de chaleur, la part des énergies renouvelables dans le chauffage urbain, l'utilisation des énergies renouvelables dans les bâtiments, ***les énergies renouvelables produites par les villes, les communautés énergétiques et les auto-consommateurs***);

(5) le cas échéant, d'autres trajectoires et objectifs nationaux, y compris sectoriels et de longue durée (tels que la part des biocarburants, la part des biocarburants avancés, la part des biocarburants issus de cultures principales produites sur des terres agricoles, la part d'électricité produite à partir de la biomasse sans utilisation de chaleur, la part des énergies renouvelables dans le chauffage urbain, l'utilisation des énergies renouvelables dans les bâtiments);

Or. en

Amendement 146

Proposition de règlement

Article 19 – point a – sous-point 1

Texte proposé par la Commission

(1) la trajectoire de la consommation d'énergie primaire et finale de 2020 à 2030 représentant ***la contribution nationale, en termes*** d'économies d'énergie, ***à la réalisation*** de l'objectif spécifique au niveau de l'Union pour 2030, y compris la méthodologie sous-jacente utilisée;

Amendement

(1) la trajectoire de la consommation d'énergie primaire et finale de 2020 à 2030 représentant ***l'objectif spécifique national contraignant*** d'économies d'énergie ***en vue de réaliser*** l'objectif spécifique au niveau de l'Union pour 2030, y compris la méthodologie sous-jacente utilisée;

Or. en

Amendement 147

Proposition de règlement

Article 19 – point b – sous-point 1

Texte proposé par la Commission

(1) les politiques, mesures et programmes mis en œuvre, adoptés et planifiés pour atteindre ***le niveau de la contribution indicative nationale*** en matière d'efficacité énergétique pour 2030, ainsi que les autres objectifs généraux mentionnés à l'article 6, y compris les mesures et instruments (notamment de nature financière) planifiés pour promouvoir la performance énergétique des bâtiments, les mesures d'exploitation du potentiel d'efficacité énergétique des infrastructures gazières et électriques, et les autres mesures visant à promouvoir l'efficacité énergétique;

Amendement

(1) les politiques, mesures et programmes mis en œuvre, adoptés et planifiés pour atteindre ***l'objectif spécifique national contraignant*** en matière d'efficacité énergétique pour 2030, ainsi que les autres objectifs généraux mentionnés à l'article 6, y compris les mesures et instruments (notamment de nature financière) planifiés pour promouvoir la performance énergétique des bâtiments, les mesures d'exploitation du potentiel d'efficacité énergétique des infrastructures gazières et électriques, et les autres mesures visant à promouvoir l'efficacité énergétique;

Or. en

Amendement 148

Proposition de règlement

Article 19 – point b – sous-point 3

Texte proposé par la Commission

(3) le mécanisme national d'obligations en matière d'efficacité énergétique et les mesures alternatives conformément aux articles 7 bis et 7 ter de la directive 2012/27/UE [version telle que modifiée conformément à la proposition COM(2016) 761], conformément à l'annexe II du présent règlement;

Amendement

(3) le mécanisme national d'obligations en matière d'efficacité énergétique et les mesures alternatives conformément aux articles 7 bis et 7 ter de la directive 2012/27/UE [version telle que modifiée conformément à la proposition COM(2016) 761], conformément à l'annexe II du présent règlement, **y compris les économies d'énergie réalisées grâce aux obligations nationales en matière d'efficacité énergétique et/ou aux mesures alternatives adoptées en application des articles 7 bis et 7 ter et de l'article 20, paragraphe 6, de la directive 2012/27/UE [telle que modifiée par la proposition COM(2016) 761] et les conséquences sur les factures de consommation et les conditions de vie;**

Or. en

Amendement 149

Proposition de règlement

Article 19 – point b – sous-point 4

Texte proposé par la Commission

(4) la stratégie de rénovation sur le long terme du parc national d'immeubles à usage résidentiel et commercial publics et privés, y compris les politiques et mesures visant à stimuler la rénovation en profondeur et la rénovation en profondeur par étapes avec un bon rapport coût-efficacité;

Amendement

(4) la stratégie de rénovation sur le long terme du parc national d'immeubles à usage résidentiel et commercial publics et privés, y compris les politiques et mesures visant à stimuler la rénovation en profondeur et la rénovation en profondeur par étapes avec un bon rapport coût-efficacité, **ainsi que le taux de rénovation planifié et la synthèse des résultats de la consultation publique, conformément à l'article 2, point a) 3), de la [refonte de la directive sur la performance énergétique**

des bâtiments];

Or. en

Amendement 150

Proposition de règlement

Article 19 – point b – sous-point 4 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(4 bis) les politiques et les mesures ciblant spécifiquement les segments les moins performants du parc immobilier national, les consommateurs en situation de précarité énergétique, les logements sociaux et les ménages confrontés aux dilemmes de motivation partagée, conformément à l'article 2, point a), de la [refonte de la directive sur la performance énergétique des bâtiments];

Or. en

Amendement 151

Proposition de règlement

Article 19 – point b – sous-point 5 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(5 bis) les politiques et les mesures visant à développer le potentiel économique de la cogénération à haut rendement et des systèmes efficaces de chauffage et de refroidissement, conformément à l'article 14 de la directive relative à l'efficacité énergétique;

Or. en

Amendement 152

Proposition de règlement

Article 21 – paragraphe 1 – point d bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(d bis) les objectifs généraux nationaux liés à l'assouplissement du marché, aux réseaux intelligents, au stockage, à l'agrégation, aux mécanismes de dispatching, de redispatching et d'effacement, à l'autogénération, à la réponse à la demande et aux signaux de prix en temps réel;

Or. en

Amendement 153

Proposition de règlement

Article 21 – paragraphe 1 – point e

Texte proposé par la Commission

Amendement

(e) les objectifs généraux nationaux en rapport avec la précarité énergétique, et notamment le nombre de ménages en situation de précarité énergétique;

(e) les objectifs généraux nationaux en rapport avec la précarité énergétique, et notamment le nombre de ménages en situation de précarité énergétique, ***en accordant une attention particulière aux femmes et aux groupes vulnérables touchés par la précarité énergétique;***

Or. en

Amendement 154

Proposition de règlement

Article 21 – paragraphe 1 – point f

Texte proposé par la Commission

Amendement

(f) les objectifs généraux nationaux visant à assurer l'adéquation du système électrique, le cas échéant;

(f) les objectifs généraux nationaux visant à assurer l'adéquation du système électrique, le cas échéant, ***y compris la dimension transfrontalière, la***

transparence et l'égalité de traitement entre les mesures axées sur la demande et celles axées sur l'offre, ainsi qu'un calendrier pour la suppression graduelle des mécanismes de rémunération de la capacité;

Or. en

Amendement 155

Proposition de règlement

Article 21 – paragraphe 1 – point j bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(j bis) les mesures visant à accroître l'efficacité du système énergétique en ce qui concerne les synergies et le développement des connexions entre les secteurs de l'électricité, du chauffage et du refroidissement, et des transports.

Or. en

Amendement 156

Proposition de règlement

Article 22 – point d

Texte proposé par la Commission

Amendement

(d) les objectifs généraux nationaux visant l'élimination progressive des subventions à l'énergie;

supprimé

Or. en

Amendement 157

Proposition de règlement

Article 22 – point g

Texte proposé par la Commission

(g) les mesures de financement, y compris le concours de l'Union et l'utilisation de fonds de l'Union, dans ce domaine au niveau national, le cas échéant.

Amendement

(g) les mesures de financement, y compris le concours de l'Union et l'utilisation de fonds de l'Union, dans ce domaine au niveau national, le cas échéant.
L'utilisation faite de toute contribution financière de la Commission à des outils de financement pour lesquels les États membres engagent des ressources nationales est rendue publique.

Or. en

Amendement 158

Proposition de règlement

Article 23 – paragraphe 5 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

5 bis. Au plus tard le 15 mars 2021, puis chaque année (année X), les États membres communiquent à la Commission une approximation de leur consommation finale brute d'énergie provenant de sources renouvelables et de leur consommation d'énergie brute, primaire et finale. La Commission établit chaque année, sur la base des estimations approximatives des États membres ou, si un État membre n'a pas communiqué ses estimations approximatives au plus tard à cette date, sur la base de ses propres estimations, la part approximative de l'énergie produite à partir de sources renouvelables dans l'Union et la consommation approximative d'énergie primaire et finale dans l'Union. La Commission met ces informations à la disposition du public au plus tard le 30 septembre de chaque année.

Or. en

Amendement 159

Proposition de règlement

Article 23 – paragraphe 6

Texte proposé par la Commission

6. La Commission adopte des actes d'exécution établissant la structure, les modalités techniques, le format et le traitement applicables à la transmission par les États membres des **inventaires par approximation des gaz à effet de serre** en application du **paragraphe 1**, des inventaires des gaz à effet de serre en application du paragraphe 2 et des émissions et absorptions de gaz à effet de serre comptabilisées conformément aux articles 5 et 12 du règlement [...] [UTCATF]. Lorsqu'elle propose ces actes d'exécution, la Commission tient compte des calendriers établis par la CCNUCC ou l'accord de Paris pour le suivi et la communication de ces informations, et des décisions pertinentes adoptées par les organes de la CCNUCC ou de l'accord de Paris, afin de garantir le respect par l'Union de ses obligations de communication d'informations en tant que partie à la CCNUCC et à l'accord de Paris. Ces actes d'exécution précisent également les calendriers relatifs à la coopération et à la coordination entre la Commission et les États membres pour la préparation du rapport sur l'inventaire des gaz à effet de serre de l'Union. Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 37, paragraphe 3.

Amendement

6. La Commission adopte des actes d'exécution établissant la structure, les modalités techniques, le format et le traitement applicables à la transmission par les États membres des **estimations approximatives** en application des **paragrophes 1 et 5 bis**, des inventaires des gaz à effet de serre en application du paragraphe 2 et des émissions et absorptions de gaz à effet de serre comptabilisées conformément aux articles 5 et 12 du règlement [...] [UTCATF]. Lorsqu'elle propose ces actes d'exécution, la Commission tient compte des calendriers établis par la CCNUCC ou l'accord de Paris pour le suivi et la communication de ces informations, et des décisions pertinentes adoptées par les organes de la CCNUCC ou de l'accord de Paris, afin de garantir le respect par l'Union de ses obligations de communication d'informations en tant que partie à la CCNUCC et à l'accord de Paris. Ces actes d'exécution précisent également les calendriers relatifs à la coopération et à la coordination entre la Commission et les États membres pour la préparation du rapport sur l'inventaire des gaz à effet de serre de l'Union. Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 37, paragraphe 3.

Or. en

Amendement 160

Proposition de règlement

Article 24 – titre

Texte proposé par la Commission

Amendement

**Plateforme de communication
d'informations en ligne**

Plateforme en ligne

Or. en

Amendement 161

Proposition de règlement Article 24 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. La Commission met en place une plateforme **de communication d'informations** en ligne afin de faciliter la communication entre elle-même et les États membres **et** de promouvoir la coopération entre les États membres.

1. La Commission met en place une plateforme **publique** en ligne afin de faciliter la communication entre elle-même et les États membres, de promouvoir la coopération entre les États membres **et de faciliter l'accès du public à l'information.**

Or. en

Amendement 162

Proposition de règlement Article 24 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

2. Les États membres utilisent la plateforme en ligne, une fois mise en service, aux fins de la **transmission à la Commission** des rapports visés au présent chapitre.

2. Les États membres utilisent la plateforme en ligne, une fois mise en service, aux fins de la **publication des projets de plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat, des versions finales de ces plans, des stratégies sur le long terme en matière de climat et d'énergie** et des rapports visés au présent chapitre.

Or. en

Amendement 163

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

1. Au plus tard le 31 octobre 2021, et tous les deux ans par la suite, la Commission évalue les éléments suivants, en particulier sur la base des rapports d'avancement nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat, des autres informations communiquées au titre du présent règlement, des indicateurs et des statistiques européennes, le cas échéant:

Amendement

1. Au plus tard le 31 octobre 2021, et tous les deux ans par la suite, la Commission évalue les éléments suivants, en particulier sur la base des rapports d'avancement nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat, des autres informations communiquées au titre du présent règlement, des ***données de l'Agence européenne pour l'environnement et des*** indicateurs et des statistiques européennes, le cas échéant:

Or. en

Amendement 164

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 1 – point b

Texte proposé par la Commission

(b) les progrès accomplis par chaque État membre en vue d'atteindre ses objectifs spécifiques, ***objectifs généraux et niveaux de contribution*** et de mettre en œuvre les politiques et mesures définies dans son plan national intégré en matière d'énergie et de climat;

Amendement

(b) les progrès accomplis par chaque État membre en vue d'atteindre ses objectifs spécifiques ***nationaux contraignants et d'autres objectifs généraux et spécifiques***, et de mettre en œuvre les politiques et mesures définies dans son plan national intégré en matière d'énergie et de climat;

Or. en

Amendement 165

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Dans le domaine des énergies renouvelables, dans le cadre de l'évaluation visée au paragraphe 1, la Commission évalue la progression de la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute de l'Union, sur la base d'une trajectoire linéaire partant de 20 % en 2020 pour atteindre **27 %** au moins en 2030, comme indiqué à l'article 4, point a) 2) i).

Amendement

2. Dans le domaine des énergies renouvelables, dans le cadre de l'évaluation visée au paragraphe 1, la Commission évalue la progression de la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute de l'Union, sur la base d'une trajectoire linéaire partant de 20 % en 2020 pour atteindre **45 %** au moins en 2030, comme indiqué à l'article 4, point a) 2) i).

Or. en

Amendement 166

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 3 – alinéa 1

Texte proposé par la Commission

Dans le domaine de l'efficacité énergétique, dans le cadre de son évaluation visée au paragraphe 1, la Commission évalue les progrès accomplis collectivement en vue d'atteindre en 2030 un niveau maximal de consommation d'énergie au niveau de l'Union de **1 321 Mtep** pour la consommation primaire et de **987 Mtep** pour la consommation finale, comme indiqué à l'article 6, *paragraphe 1, point a)*.

Amendement

Dans le domaine de l'efficacité énergétique, dans le cadre de son évaluation visée au paragraphe 1, la Commission évalue les progrès accomplis collectivement en vue d'atteindre en 2030 un niveau maximal de consommation d'énergie au niveau de l'Union de **1 132 Mtep** pour la consommation primaire et de **846 Mtep** pour la consommation finale, comme indiqué à l'article **4, point b) 1)**, *sur la base d'une trajectoire linéaire, en partant d'un niveau de 1 474 Mtep pour la consommation d'énergie primaire et de 1 078 Mtep pour l'énergie finale en 2020.*

Or. en

Amendement 167

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 3 – alinéa 2 – point a

Texte proposé par la Commission

(a) elle **détermine** si l'Union a **franchi l'étape** de 1 483 Mtep pour la consommation maximale d'énergie primaire et de 1 086 Mtep pour la consommation maximale d'énergie finale en 2020;

Amendement

(a) elle **évalue si chaque État membre est en bonne voie pour atteindre son objectif spécifique national contraignant** et si l'Union a **réalisé son objectif spécifique** de 1 483 Mtep pour la consommation maximale d'énergie primaire et de 1 086 Mtep pour la consommation maximale d'énergie finale en 2020;

Or. en

Amendement 168

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 3 – alinéa 2 – point c

Texte proposé par la Commission

(c) elle exploite les résultats des exercices de modélisation des tendances futures en matière de consommation d'énergie au niveau de l'Union et au niveau national, et utiliser d'autres analyses complémentaires.

Amendement

(c) elle exploite les résultats des exercices de modélisation des tendances futures en matière de consommation d'énergie au niveau de l'Union et au niveau national, et utiliser d'autres analyses complémentaires. **Pour ces exercices de modélisation, les modèles utilisés, transparents et «open source», garantissent l'intégration de scénarios fiables et suivent une perspective sociétale pour évaluer les coûts et les avantages des mesures d'efficacité énergétique.**

Or. en

Amendement 169

Proposition de règlement

Article 25 – paragraphe 5

Texte proposé par la Commission

5. Au plus tard le 31 octobre 2019, et

Amendement

supprimé

tous les quatre ans par la suite, la Commission évalue la mise en œuvre de la directive 2009/31/CE.

Or. en

Amendement 170

Proposition de règlement Article 26 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 bis. La Commission fait rapport en 2027 et en 2032 sur le solde cumulé des émissions et des absorptions résultant des terres forestières gérées dans l'Union en référence à la moyenne des émissions et des absorptions au cours de la période 1990-2009. Si le solde cumulé est négatif, la Commission présente une proposition visant à compenser et éliminer le montant correspondant des quotas d'émissions des États membres en vertu du règlement [] [règlement relatif à la répartition de l'effort].

Or. en

Amendement 171

Proposition de règlement Article 26 – paragraphe 2 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

2 ter. Compte tenu du potentiel d'effet de serre élevé du méthane et de sa durée de vie relativement réduite dans l'atmosphère, la Commission analyse les incidences qu'aurait, pour les politiques et les mesures, l'adoption d'un horizon de vingt ans pour le méthane. La Commission envisage les options politiques pour résoudre rapidement le

problème des émissions de méthane et propose une stratégie de l'Union relative au méthane, si nécessaire.

Or. en

Amendement 172

Proposition de règlement Article 27 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. Si, sur la base de son évaluation des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat et de leurs mises à jour en application de l'article 12, la Commission conclut que les objectifs spécifiques, les objectifs généraux et les niveaux de contribution des plans nationaux ou de leurs mises à jour ne suffisent pas à atteindre collectivement les objectifs de l'union de l'énergie et, en particulier, pour la première décennie, les objectifs spécifiques de l'Union pour 2030 en ce qui concerne les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, elle prend des mesures au niveau de l'Union afin que ces objectifs généraux et objectifs spécifiques soient atteints collectivement. En ce qui concerne les énergies renouvelables, ces mesures prennent en considération le degré d'ambition des contributions à l'objectif spécifique de l'Union pour 2030 prévues par les États membres dans les plans nationaux et leurs mises à jour.

supprimé

Or. en

Amendement 173

Proposition de règlement Article 27 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

2. Si, sur la base de l'évaluation menée en vertu de l'article 25, paragraphe 1, point b), la Commission conclut à une insuffisance des progrès accomplis par un État membre en vue d'atteindre **les objectifs spécifiques, les objectifs généraux et les niveaux de contribution** ou en vue de mettre en œuvre les politiques et mesures énoncées dans son plan national intégré en matière de climat et d'énergie, elle adresse des recommandations à l'État membre concerné en application de l'article 28.

Dans ces recommandations, la Commission prend en considération les efforts anticipés et ambitieux fournis par les États membres pour contribuer à la réalisation de l'objectif spécifique de l'Union pour 2030 en matière d'énergies renouvelables.

Amendement

2. Si, sur la base de l'évaluation menée en vertu de l'article 25, paragraphe 1, point b), la Commission conclut à une insuffisance des progrès accomplis par un État membre en vue d'atteindre **ses trajectoires et ses objectifs spécifiques** ou en vue de mettre en œuvre les politiques et mesures énoncées dans son plan national intégré en matière de climat et d'énergie, elle adresse des recommandations à l'État membre concerné en application de l'article 28.

Or. en

Amendement 174

**Proposition de règlement
Article 27 – paragraphe 3**

Texte proposé par la Commission

3. Si, sur la base de son évaluation globale des rapports d'avancement nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat menée en vertu de l'article 25, paragraphe 1, point a), et étayée, le cas échéant, par d'autres sources d'information, la Commission conclut que l'Union risque de ne pas atteindre les objectifs de l'union de l'énergie et, en particulier, pour la première décennie, les objectifs spécifiques du cadre d'action de l'Union en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030, elle **peut adresser** à tous les États membres des recommandations en

Amendement

3. Si, sur la base de son évaluation globale des rapports d'avancement nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat menée en vertu de l'article 25, paragraphe 1, point a), et étayée, le cas échéant, par d'autres sources d'information, la Commission conclut que l'Union risque de ne pas atteindre les objectifs de l'union de l'énergie et, en particulier, pour la première décennie, les objectifs spécifiques du cadre d'action de l'Union en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030, elle **adresse** à tous les États membres des recommandations en

application de l'article 28 en vue d'atténuer ce risque. Outre les recommandations, la Commission prend, le cas échéant, des mesures au niveau de l'Union propres à garantir, en particulier, la réalisation des objectifs spécifiques de l'Union pour 2030 en ce qui concerne les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. ***En ce qui concerne les énergies renouvelables, ces mesures prennent en considération les efforts anticipés et ambitieux fournis par les États membres pour contribuer à la réalisation de l'objectif spécifique de l'Union pour 2030.***

application de l'article 28 en vue d'atténuer ce risque. Outre les recommandations, la Commission prend, le cas échéant, des mesures au niveau de l'Union propres à garantir, en particulier, la réalisation des objectifs spécifiques de l'Union pour 2030 en ce qui concerne les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. ***Ces mesures tiennent compte du niveau de respect, par les États membres, de leur objectif spécifique national contraignant et de leur trajectoire. Dans le domaine de l'efficacité énergétique, ces mesures supplémentaires peuvent, notamment, viser à améliorer l'efficacité énergétique:***

(a) des produits, en application de la directive 2010/30/UE et de la directive 2009/125/CE,

(b) des bâtiments, en application de la directive 2010/31/UE et de la directive 2012/27/UE, et

(c) des transports.

Or. en

Amendement 175

Proposition de règlement

Article 27 – paragraphe 4 – alinéa 1 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

Si, dans le domaine des énergies renouvelables, sans préjudice des mesures au niveau de l'Union visées au paragraphe 3, la Commission conclut, sur la base de l'évaluation menée en 2023 en application de l'article 25, paragraphes 1 et 2, ***que la trajectoire linéaire de l'Union visée à l'article 25, paragraphe 2, n'est pas collectivement suivie***, les États membres ***font en sorte que***, au plus tard en 2024, tout écart ***qui serait*** apparu soit comblé par des mesures supplémentaires, notamment:

Amendement

Si, dans le domaine des énergies renouvelables, sans préjudice des mesures au niveau de l'Union visées au paragraphe 3, la Commission conclut, sur la base de l'évaluation menée en 2023 ***puis tous les deux ans***, en application de l'article 25, paragraphes 1 et 2, ***qu'un État membre n'avance pas suffisamment pour remplir son objectif spécifique national contraignant***, les États membres ***concernés soumettent à la Commission***, au plus tard en 2024 ***puis tous les deux ans, un plan d'action garantissant que*** tout écart apparu soit comblé par des

mesures supplémentaires, notamment:

Or. en

Amendement 176

Proposition de règlement

Article 27 – paragraphe 4 – alinéa 1 – point c

Texte proposé par la Commission

(c) en versant une contribution financière en faveur **d'une** plateforme de financement mise en place au niveau de l'Union pour contribuer à des projets dans le domaine des énergies renouvelables, sous la gestion directe ou indirecte de la Commission;

Amendement

(c) en versant une contribution financière en faveur **de la** plateforme de financement mise en place au niveau de l'Union **au titre de l'article 11 bis du présent règlement**, pour contribuer à des projets dans le domaine des énergies renouvelables, sous la gestion directe ou indirecte de la Commission;

Or. en

Amendement 177

Proposition de règlement

Article 27 – paragraphe 4 – alinéa 2

Texte proposé par la Commission

Ces mesures prennent en considération le **degré d'ambition des contributions anticipées à l'objectif spécifique de l'Union pour 2030 en matière d'énergies renouvelables prévues par l'État membre concerné.**

Amendement

Ces mesures prennent en considération le **niveau de respect, par l'État membre concerné, de son objectif spécifique national contraignant et de sa trajectoire en matière d'énergies renouvelables.**

Or. en

Amendement 178

Proposition de règlement

Article 27 – paragraphe 5 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

5. Si, dans le domaine de l'efficacité énergétique, sans préjudice d'autres mesures ***adoptées*** au niveau de l'Union ***conformément au paragraphe 3***, la Commission conclut, sur la base de l'évaluation menée en 2023 en application de l'article 25, paragraphes 1 et 3, ***que les progrès accomplis en vue d'atteindre collectivement l'objectif spécifique de l'Union en matière d'efficacité énergétique visé à l'article 25, paragraphe 3, premier alinéa, sont insuffisants, elle prend***, au plus tard en 2024, ***d'autres mesures que celles prévues par la directive 2010/31/UE [version telle que modifiée conformément à la proposition COM(2016) 765] et la directive 2012/27/UE [version telle que modifiée conformément à la proposition COM(2016) 761] pour garantir la réalisation des objectifs spécifiques contraignants de l'Union pour 2030 en matière d'efficacité énergétique. Ces mesures supplémentaires peuvent, notamment, viser à améliorer l'efficacité énergétique:***

Amendement

5. Si, dans le domaine de l'efficacité énergétique, sans préjudice d'autres mesures ***prises*** au niveau de l'Union ***en vertu du paragraphe 3***, la Commission conclut, sur la base de l'évaluation menée en 2023 ***puis tous les deux ans***, en application de l'article 25, paragraphes 1 et 3, ***qu'un État membre n'avance pas suffisamment pour respecter son objectif spécifique national contraignant et sa trajectoire, l'État membre concerné soumet à la Commission***, au plus tard en 2024 ***puis tous les deux ans, un plan d'action garantissant que tout écart apparu soit comblé par*** des mesures supplémentaires.

Or. en

Amendement 179

Proposition de règlement

Article 27 – paragraphe 5 – point a

Texte proposé par la Commission

(a) ***des produits, en application de la directive 2010/30/UE et de la directive 2009/125/CE;***

Amendement

supprimé

Or. en

Amendement 180

Proposition de règlement

Article 27 – paragraphe 5 – point b

Texte proposé par la Commission

Amendement

(b) des bâtiments, en application de la directive 2010/31/UE [version telle que modifiée conformément à la proposition COM(2016) 765] et de la directive 2012/27/UE [version telle que modifiée conformément à la proposition COM(2016) 761];

supprimé

Or. en

Amendement 181

Proposition de règlement

Article 27 – paragraphe 5 – point c

Texte proposé par la Commission

Amendement

(c) des transports.

supprimé

Or. en

Amendement 182

Proposition de règlement

Article 28 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. La Commission adresse, le cas échéant, des recommandations aux États membres *en vue de garantir la réalisation des objectifs de l'union de l'énergie.*

1. La Commission adresse, le cas échéant, des recommandations aux États membres *pour que soient pris en compte les éléments énoncés à l'article 9, paragraphe 2, du présent règlement, à tout moment.*

Or. en

Amendement 183

Proposition de règlement

Article 28 – paragraphe 2 – point b

Texte proposé par la Commission

(b) l'État membre décrit, dans son rapport d'avancement national intégré en matière d'énergie et de climat rédigé l'année qui suit celle de la recommandation, ***comment il a tenu le plus grand compte de la recommandation et comment il l'a mise en œuvre ou a l'intention de la mettre en œuvre. Il justifie les écarts éventuels à cet égard;***

Amendement

(b) l'État membre décrit, dans son rapport d'avancement national intégré en matière d'énergie et de climat rédigé l'année qui suit celle de la recommandation, ***s'il l'a mise en œuvre ou a l'intention de la mettre en œuvre;***

Or. en

Amendement 184

Proposition de règlement

Article 28 – paragraphe 2 – point c bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(c bis) La Commission met ces recommandations à la disposition du public.

Or. en

Amendement 185

Proposition de règlement

Article 29 – paragraphe 2 – point j bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(j bis) une évaluation globale des progrès accomplis par l'Union en vue de sortir les ménages de la précarité énergétique;

Or. en

Amendement 186

Proposition de règlement

Article 29 – paragraphe 2 – point j ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(j ter) une évaluation globale de la contribution des collectivités locales à la réalisation des objectifs spécifiques et des objectifs généraux de l'union de l'énergie;

Or. en

Amendement 187

Proposition de règlement

Article 29 – paragraphe 2 – point j quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(j quater) une évaluation globale des partenariats macrorégionaux établis afin d'atteindre les objectifs spécifiques et les objectifs généraux de l'union de l'énergie;

Or. en

Amendement 188

Proposition de règlement

Article 29 – paragraphe 2 – point j quinquies (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(j quinquies) une évaluation globale des progrès accomplis en vue de la pleine intégration du principe de primauté de l'efficacité énergétique;

Or. en

Amendement 189

Proposition de règlement

Article 29 – paragraphe 2 – point j sexies (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(j sexies) les progrès accomplis par les États membres en vue de supprimer progressivement les combustibles fossiles;

Or. en

Amendement 190

Proposition de règlement

Article 31 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

1. **En 2027 et 2032, la** Commission soumet les données des inventaires nationaux communiqués par les États membres en vertu de l'article 23, paragraphe 3, du présent règlement à un examen complet en vue de suivre la réalisation par les États membres de leurs objectifs spécifiques de réduction ou de limitation des émissions de gaz à effet de serre en vertu des articles 4, 9 et 10 du règlement [] [RRE], de réduction des émissions et de renforcement des absorptions par les puits en vertu des articles 4 et 12 du règlement [] [UTCATF] et de tout autre objectif spécifique de réduction ou de limitation des émissions de gaz à effet de serre fixé par la législation de l'Union. Les États membres participent pleinement à ce processus.

1. **La** Commission soumet les données des inventaires nationaux communiqués par les États membres en vertu de l'article 23, paragraphe 3, du présent règlement à un examen complet en vue de suivre la réalisation par les États membres de leurs objectifs spécifiques de réduction ou de limitation des émissions de gaz à effet de serre en vertu des articles 4, 9 et 10 du règlement [] [RRE], de réduction des émissions et de renforcement des absorptions par les puits en vertu des articles 4 et 12 du règlement [] [UTCATF] et de tout autre objectif spécifique de réduction ou de limitation des émissions de gaz à effet de serre fixé par la législation de l'Union. Les États membres participent pleinement à ce processus.

Or. en

Amendement 191

Proposition de règlement Article 35 – partie introductive

Texte proposé par la Commission

L'Agence européenne pour l'environnement, conformément à son programme de travail annuel, aide la Commission, dans ses activités sur les dimensions de la décarbonisation et de l'efficacité énergétique, à se conformer aux dispositions des articles 14, 15, 16, 17, 18, 19, 23, 24, 25, 29, 30, 31, 32 et 34. Elle apporte notamment son aide à la Commission pour les tâches suivantes, selon les besoins:

Amendement

L'Agence européenne pour l'environnement, conformément à son programme de travail annuel, aide la Commission, dans ses activités sur les dimensions de la décarbonisation et de l'efficacité énergétique, à se conformer aux dispositions des articles **13 bis**, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 23, 24, 25, 29, 30, 31, 32 et 34. Elle apporte notamment son aide à la Commission pour les tâches suivantes, selon les besoins:

Or. en

Amendement 192

Proposition de règlement Article 35 – point j bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(j bis) détermination de la part approximative de l'énergie issue de sources renouvelables dans la consommation d'énergie finale de l'Union et de la consommation approximative d'énergie primaire et finale.

Or. en

Amendement 193

Proposition de règlement Article 36 – paragraphe 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

2. Le pouvoir d'adopter des actes

2. Le pouvoir d'adopter des actes

délégués visé à l'article 3, paragraphe 4, à l'article 23, paragraphe 5, à l'article 27, paragraphe 4, à l'article 30, paragraphe 6, et à l'article 33, paragraphe 4, est conféré à la Commission pour une période de cinq ans à compter [de la date d'entrée en vigueur du présent règlement]. La Commission élabore un rapport relatif à la délégation de pouvoir, au plus tard neuf mois avant la fin de la période de cinq ans. La délégation de pouvoir est tacitement prorogée pour des périodes d'une durée identique, sauf si le Parlement européen ou le Conseil s'oppose à cette prorogation trois mois au plus tard avant la fin de chaque période.

délégués visé à l'article 3, paragraphe 4, à l'article **15, paragraphe 3, à l'article 23**, paragraphe 5, à l'article 27, paragraphe 4, à l'article 30, paragraphe 6, et à l'article 33, paragraphe 4, est conféré à la Commission pour une période de cinq ans à compter [de la date d'entrée en vigueur du présent règlement]. La Commission élabore un rapport relatif à la délégation de pouvoir, au plus tard neuf mois avant la fin de la période de cinq ans. La délégation de pouvoir est tacitement prorogée pour des périodes d'une durée identique, sauf si le Parlement européen ou le Conseil s'oppose à cette prorogation trois mois au plus tard avant la fin de chaque période.

Or. en

Amendement 194

Proposition de règlement Article 37 – titre

Texte proposé par la Commission

Comité de ***l'union de l'énergie***

Amendement

Comité de l'énergie ***et du changement climatique***

Or. en

Amendement 195

Proposition de règlement Article 37 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. La Commission est assistée par le comité de ***l'union de l'énergie***. Ledit comité est un comité au sens du règlement (UE) n° 182/2011 ***du Parlement européen et du Conseil et travaille dans les différentes formations sectorielles correspondant au présent règlement.***

Amendement

1. La Commission est assistée par le comité de l'énergie ***et du changement climatique***. Ledit comité est un comité au sens du règlement (UE) n° 182/2011.

Amendement 196**Proposition de règlement
Article 37 – paragraphe 2***Texte proposé par la Commission*

2. Ce comité remplace **les comités institués** par l'article 8 de la décision 93/389/CEE, l'article 9 de la décision 280/2004/CE **et l'article 26 du règlement (UE) n° 525/2013**. Les références aux comités institués conformément à ces actes juridiques s'entendent comme faites au comité institué par le présent règlement.

Amendement

2. Ce comité remplace **le comité institué** par l'article 8 de la décision 93/389/CEE **et** l'article 9 de la décision 280/2004/CE. Les références aux comités institués conformément à ces actes juridiques s'entendent comme faites au comité institué par le présent règlement.

Or. en

Amendement 197**Proposition de règlement
Article 38 – alinéa unique***Texte proposé par la Commission*

La Commission présente au Parlement européen et au Conseil, au plus tard le 28 février 2026 et tous les cinq ans par la suite, un rapport sur le fonctionnement du présent règlement, sa contribution à la gouvernance de l'union de l'énergie et la conformité de ses dispositions en matière de planification, de communication d'informations et de suivi avec d'autres dispositions législatives de l'Union ou avec des décisions futures en lien avec la CCNUCC et l'accord de Paris. **La Commission peut présenter des propositions**, le cas échéant.

Amendement

Dans un délai de six mois suivant le dialogue de facilitation qui doit avoir lieu au titre de la CCNUCC en 2018 pour faire le bilan des efforts collectifs des parties en ce qui concerne les progrès accomplis sur la voie de l'objectif mondial à long terme, et dans un délai de six mois suivant le bilan mondial de 2023 et les bilans mondiaux suivants, la Commission fait rapport au Parlement européen et au Conseil sur le fonctionnement **et la mise en œuvre** du présent règlement, **sur** sa contribution à la gouvernance de l'union de l'énergie et la conformité de ses dispositions en matière de planification, de communication d'informations et de suivi avec d'autres dispositions législatives de l'Union ou avec des décisions futures en lien avec la CCNUCC, **et sur l'efficacité**

de sa contribution aux objectifs de l'accord de Paris. Les rapports sont assortis de propositions visant à améliorer l'action de l'Union en matière de climat et d'énergie, le cas échéant.

Or. en

Amendement 198

Proposition de règlement

Article 51 – alinéa 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Le comité des changements climatiques visé à l'article 26 du règlement (UE) n° 525/2013 est maintenu pour l'application de la directive [2003/87/CE], du règlement [] [RRE] et du règlement [] [UTCATF], et en tant que partie intégrante du présent règlement.

Or. en

Amendement 199

Proposition de règlement

Annexe I bis (nouvelle)

Texte proposé par la Commission

Amendement

Annexe I bis

Partenariats macrorégionaux fondés sur les possibilités existantes

1. Plan d'interconnexion des marchés énergétiques de la région de la Baltique (PIMERB):

Allemagne, Danemark, Estonie, Finlande, Lettonie, Lituanie, Pologne, Suède.

2. Connexion pour l'Europe centrale et du Sud-Est:

Autriche, Bulgarie, Croatie, Grèce,

*Hongrie, Pologne, République tchèque,
Roumanie, Slovaquie, Slovénie.*

**3. *Marché de l'énergie de la région
centre-ouest:***

*Allemagne, Belgique, Espagne, France,
Luxembourg, Pays-Bas.*

**4. *Partenariat euro-méditerranéen
(Euromed):***

*Chypre, Croatie, Espagne, France, Grèce,
Italie, Malte, Portugal, Slovénie.*

5. *Mers septentrionales:*

*Allemagne, Belgique, Danemark, France,
Irlande, Luxembourg, Pays-Bas,
Royaume-Uni, Suède.*

Or. en

EXPOSÉ DES MOTIFS

Alors que 2016 a été signalée comme étant l'année la plus chaude de l'histoire, l'union de l'énergie doit tenir compte du problème du réchauffement climatique et mettre en place un système de gouvernance solide afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris.

Pour ce faire, notre rapport sur la gouvernance de l'union de l'énergie préconise l'adoption d'un véritable budget carbone de l'Union, qui calcule la quantité maximale de gaz à effet de serre que l'Union européenne peut encore émettre, pour nous permettre de vivre dans un monde où le changement climatique ne dépasse pas 1,5 °C d'ici la fin du siècle. Le rapport invite également la Commission à s'intéresser au «parent pauvre» de la politique en matière de changement climatique: le méthane. Compte tenu du potentiel d'effet de serre élevé du méthane et de sa durée de vie réduite dans l'atmosphère, l'Union devrait rapidement examiner les options politiques pertinentes et élaborer une stratégie globale relative au méthane. Le budget carbone et les stratégies relatives au méthane devraient constituer la base d'une planification fiable à long terme pour 2050.

Afin de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C, il est indispensable de mettre en place, d'ici à 2050 au plus tard, une économie à zéro émission nette, à haute efficacité énergétique et entièrement fondée sur les énergies renouvelables. Dès lors, une gouvernance forte et n'excluant personne va de pair avec une ambition accrue en ce qui concerne nos objectifs spécifiques pour 2030 en matière d'efficacité énergétique et de sources d'énergie renouvelables.

Dans un contexte où le coût des technologies liées aux énergies renouvelables baisse, il est grand temps d'exploiter le potentiel de chacune des parties prenantes qui participent à la transition énergétique: les villes et les régions, les citoyens, les coopératives, les investisseurs, les entreprises, etc. La gouvernance devrait par conséquent mobiliser et coordonner toutes ces parties prenantes, afin de favoriser l'efficacité énergétique et le déploiement des énergies renouvelables. Cela réduira les risques géopolitiques en limitant notre dépendance à l'égard des importations et créera de la croissance verte et des millions d'emplois supplémentaires en Europe.

Le rapport ouvre également la voie à un renforcement de la coopération transfrontalière au sein de partenariats macrorégionaux. Ces partenariats peuvent permettre un déploiement, optimisé en termes de coût, des réseaux intelligents, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Les mers septentrionales, la mer Baltique, l'Europe du Sud-Est, l'Europe du Centre-Ouest et le bassin méditerranéen sont des zones géographiques où les États membres voisins ont beaucoup à gagner s'ils agissent de concert. Ces partenariats macrorégionaux permettront de recenser les projets liés aux énergies renouvelables présentant un intérêt pour l'union de l'énergie (par exemple, des parcs éoliens en mer, des centrales photovoltaïques de dimension industrielle, des projets transfrontaliers promus par des villes), et la Commission devrait mettre en place une plateforme financière destinée à les soutenir.

L'Union européenne doit regagner la confiance des citoyens, grâce à une législation européenne fiable, à une transparence totale, à des objectifs spécifiques contraignants et à des investissements paneuropéens dans des secteurs touchant à la vie quotidienne des citoyens, tels que la rénovation du parc immobilier et l'électromobilité. La gouvernance à niveaux multiples prévue dans le rapport aidera ainsi les États membres à atteindre ces objectifs.

ANNEXE: LISTE DES ENTITÉS OU PERSONNES AYANT APPORTÉ LEUR CONTRIBUTION AUX CORAPPORTEURS

Règlement sur la gouvernance – Transparence – Liste des organisations rencontrées par les corapporteurs Michèle Rivasi et Claude Turmes

Au niveau des députés au Parlement européen

AEBIOM
Agentur
Agence croate de l'énergie
Agora Energiewende
Akvo Energy
Association danoise de l'énergie
Berliner E-Agentur
Bundersverband Erneuerbare Energie (BEE)
Business Europe
Chatham House
Confédération des entreprises suédoises
Conseil européen de l'énergie géothermique
Climate Alliance
Dong Energi
EDSO for smart grids
Eurogas
Fern
Fortum
Fraunhofer Institut
IDDRI
Innogy
Leaders of Sustainable Biofuels
National Grid
Norwea
PGE Polska Grupa Energetyczna
PKA
Rockwool
Siemens
Solaire Direct
Stattnet
Total
Vku
Wind Europe
WWF
50 Hertz

Au niveau des services

Association européenne pour le stockage de l'énergie
Association européenne des pompes à chaleur

CEZ
Cofalec
Conseil roumain de l'énergie
European Climate Foundation
Enedis
Euro Heat and Power

EU-ACE
EWE
Les Amis de la terre
Knauf Insulation
Rescoop
RTE
RWE/Innogy
Saint-Gobain
Shell
Statoil